

**CONSEIL DE COMMUNAUTÉ
SÉANCE DU JEUDI 15 DECEMBRE 2016
PROCÈS-VERBAL**

Date de convocation : Vendredi 9 décembre 2016

Nombre de conseillers en exercice : 69

Nombre de conseillers présents : 56

Nombre de conseillers votants : 64

TITULAIRES PRÉSENTS :

Stéphane SAUVAN – Gaëtan LEVITRE – Marie-Joëlle LENFANT – Jean-Marc MOGLIA – Pierre MAZURIER – Jean-Michel DERREY – Thierry DELAMARE – Jean-Pierre BRÉVAL – Hubert ZOUTU – Sylvie BLANDIN – Alain LEMARCHAND – Alexandre DELACOUR – Hervé LETELLIER – Jean-Claude COURANT – Guillemette NOS – Bernard LEROY – Patrick MADROUX – Jean-Yves CALAIS – René DUFOUR – François-Xavier PRIOLLAUD – Jacky BIDAULT – Marie-Dominique PERCHET – Jean-Jacques LE ROUX – Daniel JUBERT – Caroline ROUZÉE – Pierre LÉCUYER – Sylvie LANGEARD – Jean-Pierre DUVÉRE – Christian WUILQUE – Alexis FRAISSE – Marie-Pierre DUMONT – Pascal HÉBERT – Jacky VASSARD – François CHARLIER – Jacky FLEITH – Didier DAGOMET – Jean CARRÉ – Richard JACQUET – Angélique CHASSY – Albert NANIYOULA – Jean-Pierre TROCHET – Didier PIEDNOËL – Dominique DELAFOSSE – Alain LOEB – Nadine TERNISIEN – Maryannick DESHAYES – Jean-Philippe BRUN – Marc-Antoine JAMET – Jean-Jacques COQUELET – Fadilla BENAMARA – Jacques LECERF – Ousmane N'DIAYE – Maryline NIAUX – Jean-Claude CHRISTOPHE.

CONSEILLERS SUPPLÉANTS PRÉSENTS AVEC VOIX DÉLIBÉRATIVE REMPLAÇANT UN TITULAIRE EXCUSÉ :

Jean-Pierre HAREL – Daniel BAYART.

POUVOIRS :

Madame PICARD à Monsieur CARRÉ, Madame TERLEZ à Monsieur PRIOLLAUD, Monsieur GHOU à Monsieur COQUELET, Monsieur PICARD à Madame DESHAYES, Madame DUVALLET à Monsieur LECERF, Madame LEMAN à Monsieur DUVÉRE, Madame LORET à Monsieur MADROUX, Madame DORDAIN à Madame NIAUX.

TITULAIRES ABSENTS EXCUSÉS :

Yves LANIC – Jacqueline PONS – Sylviane LORET – Anne TERLEZ – Hafidah OUADAH – Céline LEMAN – Chantale PICARD – Pascal LEMAIRE – Hervé PICARD – Catherine DUVALLET – Fatia DJEMEL – Nabil GHOU – Rachida DORDAIN – Mickaël AMSALEM – Anne-Marie JOURDAN.

ASSISTAIENT ÉGALEMENT :

Philippe Le GAL – Régis PETIT – Philippe CROU – Sid-Ahmed SIRAT – Vincent VORANGER.

Secrétaire : Angélique CHASSY.

13-353 - INSTITUTIONS ET VIE POLITIQUE – INTERCOMMUNALITE – ADMINISTRATION GÉNÉRALE – Rapport des décisions du Président

Sur rapport de Monsieur PRIOLLAUD, le conseil communautaire prend acte à l'unanimité de l'état des décisions du Président passées au titre au titre du mois de novembre 2016.

16-354 - INSTITUTIONS ET VIE POLITIQUE – INTERCOMMUNALITE – ADMINISTRATION GÉNÉRALE – Rapport des décisions de bureau

Sur rapport de Monsieur PRIOLLAUD, le conseil communautaire prend acte à l'unanimité de l'état des décisions de Bureau passées au titre au titre du mois de novembre 2016.

16-355 - DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES – HABITAT-LOGEMENT – Dispositif d'aide à l'amélioration de l'habitat privé «PIG» – Participations aux particuliers

Sur rapport de Monsieur JACQUET, le conseil communautaire décide à l'unanimité d'attribuer les subventions suivantes, au titre de l'amélioration de l'habitat privé :

- Dossier de madame LAMY Amélie, Résidence Olivier de Serre – Bât A, appt 8 à Louviers : 2 133 €,
- Dossier de madame LAMOT Marcienne, 27 chemin de la digue à Saint Pierre du Vauvray : 362 €.

Le Conseil communautaire dit également que les subventions accordées aux propriétaires ne pourront être versées que sur la présentation des factures totalement acquittées, de l'accord des administrations instructrices des autorisations d'urbanisme et du respect des prescriptions de ces administrations.

16-356 - DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES – HABITAT-LOGEMENT – Programme Local de l'Habitat – Dispositif d'aide à l'accession sociale – Aides à particuliers primo-accédants

Sur rapport de Monsieur JACQUET, le conseil communautaire décide à l'unanimité d'attribuer dans le cadre du dispositif d'aide à l'accession aidée, sous réserve de la production des pièces manquantes, les aides suivantes :

- 4 000 € au bénéfice de madame et monsieur BOUCHIKHI Fatiha et Mohammed pour la construction de leur résidence principale à Val de Reuil,
- 4 000 € au bénéfice de mademoiselle LE BONTE Marion et monsieur FREMONDIERE Mickaël pour la construction de leur résidence principale à Val de Reuil,
- 4 000 € au bénéfice de madame et monsieur FRANCOIS Adeline et Marc pour la construction de leur résidence principale à Pîtres,
- 4 000 € au bénéfice de madame et monsieur JABNOUN Amandine et Mohamed pour la construction de leur résidence principale à Val de Reuil,
- 4 000 € au bénéfice de mademoiselle HORLAVILLE Ludivine et monsieur DELAUNE Boris pour la construction de leur résidence principale à Poses,
- 4 000 € au bénéfice de mademoiselle MOINEAULT Camille et monsieur CABAS Savinien pour la construction de leur résidence principale à Amfreville Sur Iton.

Le conseil communautaire dit également :

- que les objectifs 2016 étant atteints, ces dossiers seront comptabilisés dans les objectifs du PLH sur l'année 2017 et imputés sur le budget 2017 ;
- que les dossiers doivent être complets au moment de la demande de versement de la subvention ;
- que le dispositif est applicable dans le cadre du PLH2 pour des offres émises et acceptées à partir du 1^{er} janvier 2013 jusqu'au 30 novembre 2017 ;
- que l'aide de l'Agglomération fera l'objet d'un appel de fonds par le notaire en charge du dossier des ménages éligibles au dispositif ou, par le Crédit foncier de France dans le cadre d'une convention avec l'Agglomération ;
- que l'Agglomération Seine-Eure remettra aux bénéficiaires désignés par la délibération accordant une aide aux ménages accédants une attestation d'aide signée du Président ou de son représentant ;
- que les ménages aidés devront fournir à l'Agglomération un certificat d'engagement et tous les justificatifs nécessaires à l'instruction, à la vérification de l'atteinte des critères, et des compléments d'information relatifs à l'opération.

16-357 - FINANCES LOCALES – DECISIONS BUDGETAIRES – Décision modificative budgétaire n°3/2016 – Budgets annexes Eau potable et Activités économiques, artisanales et commerciales

Sur rapport de Monsieur DELAMARE, le conseil communautaire approuve à l'unanimité les décisions budgétaires modificatives n°3 sur l'exercice 2016 pour les budgets annexes Eau potable et le Activités économiques, artisanales et commerciales.

Budget Eau potable :

Le jeu d'écriture est proposé pour pouvoir régulariser l'émission d'un titre de recette émis sur exercice antérieur, par le passage d'une écriture d'annulation au chapitre 67 et la réémission du titre au chapitre 75. La décision modificative budgétaire proposée est donc neutre sur les équilibres déjà adoptés.

Budget Activités économiques, artisanales et commerciales

Dans le cadre des opérations de clôture de l'exercice comptable, il est proposé de porter un crédit de (+) 155 mille euro au chapitre 67 afin de permettre la régularisation d'écritures comptables dans le cadre des opérations d'intégration des comptes de la SEM Sodevil.

L'équilibre de cette décision modificative budgétaire est trouvé dans la réduction des crédits de paiement autorisés en section d'investissement à hauteur de (-) 142 mille euro, et donc du virement de section à section [chapitres 021/023], et une réduction en section d'exploitation de (-) 13 mille euro sur le chapitre 011 Charges à caractère général.

16-358 - FINANCES LOCALES – DECISIONS BUDGETAIRES – Budget principal – Budget primitif 2017 – Adoption

Sur rapport de Monsieur DELAMARE, **par 45 voix POUR et 19 abstentions**, le conseil communautaire :

- décide de procéder au vote du budget primitif 2017 par chapitres au niveau de la section de fonctionnement ainsi que par chapitres et opérations en section d'investissement selon les tableaux de synthèse annexés,
- approuve le budget primitif 2017 par chapitres au niveau de la section de fonctionnement ainsi que par chapitres et opérations en section d'investissement selon les tableaux de synthèse annexés.

L'équilibre du budget principal 2017 s'établit en section de fonctionnement à 67,95 millions d'euro et à 26,63 millions d'euro en section d'investissement.

La section de fonctionnement est marquée par une forte progression de la Contribution Foncière des Entreprises (+9,5%) et de la contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (+22%), et par une variation limitée des charges de +1,2% hors contribution au redressement des comptes public de l'Etat.

L'épargne brute (transfert entre sections) est arrêtée dans ce budget primitif à 12,05 millions d'euro, soit une évolution de +1,16 million d'euro par rapport au budget 2016, permettant le financement des 26,6 million d'euro de dépenses de la section d'investissement sans recours à l'emprunt.

En section de fonctionnement

Ressources (+) 2,3 millions d'euro soit (+) 3,63 %.

Les ressources courantes sont estimées pour un montant de 66,59 millions d'euro contre une prévision de 64,26 millions en 2016, soit une progression de 2,3 millions d'euro représentant une hausse de (+) 3,63 %. Sur ces recettes, il est à noter que la fiscalité reversée, comptabilisée en charges au chapitre « 014 Atténuation de produits » et enregistrant les mouvements financiers envers les communes membres et l'Etat, est provisionnée pour un montant de 21,7 millions d'euro.

Le reversement vers les commune-membres est proposé pour un montant identique, diminution faite des efforts ponctuels, à celui de l'exercice précédent. Par contre ce poste progresse de (+) 2% du fait du prélèvement sur les produits de fiscalité opérés au titre de notre contribution au redressement des comptes publics de l'Etat.

Déduction faite de ces reversements, l'Agglomération affiche dans ce budget 2017, des ressources disponibles pour un montant de 44,9 millions contre 42,9 en 2016.

Au titre des ressources courantes et notamment des ressources institutionnelles, le budget 2017 est construit par rapport aux hypothèses transmises par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) quant aux produits fiscaux attendus.

La fiscalité professionnelle unique [FPU], véritable marqueur de la politique de l'Agglomération en matière de développement économique de son territoire, enregistre une progression de (+) 6,3 % avec un montant inscrit à hauteur d'environ 46 millions d'euro, soit (+) 2,7 millions.

| | 2016 | | | Evolution 2016/ 2015 | | |
|--|--------------|--------------|---------------|----------------------|--------------|---------------|
| | 2016 | € | % | 2017 | € | % |
| 1. La fiscalité professionnelle unique (FPU) | 43.27 | -0.06 | -0.1% | 45.98 | 2.71 | 6.3% |
| - Contribution Foncière des Entreprises [CFE] | 12.06 | 0.35 | 3.0% | 13.20 | 1.14 | 9.5% |
| - Contribution Valeur Ajoutée des Entreprises [CVAE] | 8.58 | -0.83 | -8.9% | 10.47 | 1.89 | 22.0% |
| - Dotation de Compensation Réforme de la Taxe Professionnelle [DCRTP] | 5.42 | 0.00 | 0.1% | 5.42 | | |
| - Fonds national de garantie individuelle. des ressources [FNGIR] | 10.30 | | | 10.30 | | |
| - Taxe d'Habitation [TH] (ex Département) | 5.07 | 0.17 | 3.5% | 5.14 | 0.07 | 1.4% |
| - Allocations Compensatrices | 0.53 | -0.08 | -13.0% | 0.54 | 0.01 | 1.7% |
| - Imposition Forfaitaire pour les Entreprises de Réseaux [IFER] | 0.36 | -0.03 | -6.6% | 0.36 | 0.00 | 1.1% |
| - Taxe sur les Surfaces Commerciales [TASCOM] | 0.55 | -0.05 | -8.3% | 0.55 | | |
| - Fiscalité - Rôles complémentaires | 0.40 | | | | -0.40 | -100.0% |
| 2. Le fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales | 0.77 | 0.13 | 20.1% | 0.77 | | |
| 3. La taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) | 8.23 | 0.05 | 0.6% | 8.23 | 0.00 | 0.0% |
| 4. La dotation globale de fonctionnement (DGF) | 6.55 | -0.90 | -12.1% | 6.55 | | |
| 5. Les autres participations (co-financement CAF, Région) | 1.91 | 0.02 | 1.2% | 2.11 | 0.20 | 10.5% |
| 6. Les autres produits (Produits des services, du domaine ...) | 3.53 | -0.38 | -9.8% | 2.95 | -0.58 | -16.4% |
| total | 64.26 | | | 66.59 | 2.33 | 3.6% |

Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) est, en l'absence de données disponibles reconduit pour un montant identique à celui de 2016.

La Dotation globale de fonctionnement (DGF) est inscrite pour un montant équivalent à celui de 2016, dans la mesure où la contribution de l'Agglomération au redressement des comptes publics de l'Etat s'enregistre à présent comme une charge comptabilisée au chapitre 014, puisque la partie de la DGF « dotation d'intercommunalité » sur laquelle s'imputait les contributions successives est maintenant égale à zéro.

Les participations reçues, c'est-à-dire les ressources attendues au titre des co-financements des dispositifs ou actions menés par l'Agglomération sont proposées en légère hausse, (+) 200 mille euro, avec une estimation à 2,11 millions d'euro.

Les autres produits liés à l'activité des services, tarification service – exploitation du domaine public et recette en atténuation des frais de personnels sont estimés à ce stade par les services communautaires en baisse par rapport à l'exercice précédent.

Ces prévisions de recettes feront l'objet d'une actualisation après notifications définitives des services de l'Etat et dans le cadre de la reprise du résultat comptable 2016 par décision modificative budgétaire sur le premier trimestre 2017.

Dépenses (+) 1,2 million d'euro soit (+) 2,3%.

La progression des ressources fiscales témoigne du dynamisme en matière de développement économique du territoire. Cette croissance doit être accompagnée. Les dépenses courantes progressent donc de (+) 2,3 % soit 1,2 millions d'euro. La moitié de cette progression est imputable à la croissance de notre contribution au redressement des comptes publics proposée pour un montant de 1 million d'euro contre 500 mille euro en 2016.

Au titre des dépenses de gestion et d'intervention, c'est-à-dire hors transfert de fiscalité, est inscrit un montant de 32,1 millions contre 31,3 sur l'exercice précédent. Cette croissance des dépenses d'intervention constituent l'arbitrage politique en matière d'accompagnement de la croissance de notre territoire par la mise en place de moyens humains et de crédits d'intervention supplémentaires sur des axes définis comme prioritaires tels que : *Attractivité du territoire, Economie Résidentielle, Les parcours résidentiels, Environnement, Valorisation du territoire, Patrimoine.*

Avec un montant de ressources courantes proposé à 66,6 millions d'euro pour un niveau d'autorisations de dépenses arrêté à 54,6 million, ce budget primitif 2017 permet d'envisager un transfert en section d'investissement de 12 millions d'euro, soit un taux d'épargne, calculé comme le rapport du transfert au montant des ressources, de 18% restant dans les trajectoires financières établies puisque la progression des crédits d'intervention reste inférieure à la croissance des ressources estimée.

Comme indiqué lors du débat d'orientation budgétaire, la progression des crédits d'intervention devra être maintenue au niveau de l'évolution des ressources courantes afin de préserver la capacité d'autofinancement des dépenses d'équipement et notamment au regard de notre financement prévisionnel au titre du contrat d'Agglomération 2014-2020.

Au titre des mouvements financiers consistant en des versements de subventions d'exploitation du budget principal vers les compétences communautaires individualisées en budgets annexes d'une part, et les budgets « satellites » d'autre part, les montants suivants sont proposés :

Tab 10 : Détail des mouvements intra budgétaires - et autres organismes en M€

| | Budget Principal | Transport | Crèche Entreprises | Activités eco | Gendarmerie | Eau potable | Assainissement | SPANC |
|--|------------------|-----------|--------------------|---------------|-------------|-------------|----------------|-------|
| Subvention exploitation versée | 635 | | | | | | | |
| Subvention exploitation reçues | | | | | 635 | | | |
| Reversements Frais de personnels [012] | 606 | 160 | | | | 220 | 190 | 35 |

Autres Participations

| | Budget Principal | Office du Tourisme | Base Lery Poses | CIAS |
|--------------------------------|------------------|--------------------|-----------------|------|
| Subvention exploitation versée | 110 | | | |
| Subvention exploitation reçues | | 260 | 450 | 440 |

Les soldes intermédiaires de gestion peuvent être décrits de la manière suivante :

| Tableau I SECTION DE FONCTIONNEMENT | CA 2015 | Exécutoire | | Budget 2017 | | Var € | Var % |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|--------------|-------|-------|
| | | | | | | | |
| a | | | | | | | |
| Fiscalité | 46 720 418 | 46 322 795 | 48 717 822 | 2 395 027 | 5% | | |
| Dotations budgétaires [DGF, subventions reçues ...] | 14 732 384 | 14 248 884 | 14 619 626 | 370 742 | 3% | | |
| Produits de gestion | 3 361 718 | 3 130 687 | 2 950 313 | - 180 374 | -6% | | |
| Produits exceptionnels | 586 019 | 558 440 | 303 174 | - 255 266 | -46% | | |
| Reprise : Provision | - | - | - | - | | | |
| RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 65 400 561 | 64 260 806 | 66 590 935 | 2 330 129 | 3.63% | | |
| Aliénation actif [775] | 23 496 | | | - | | | |
| RECETTES REELLES [HORS 775] | 65 424 057 | 64 260 806 | 66 590 935 | 2 330 129 | 4% | | |
| Frais de personnel | 11 595 879 | 11 876 003 | 12 423 251 | 547 248 | 5% | | |
| Fiscalité reversée [AC - DSC - FIPC] | 20 038 226 | 21 325 435 | 21 710 000 | 384 565 | 2% | | |
| Depenses de Gestion | 17 764 510 | 19 428 828 | 19 705 100 | 276 272 | 1% | | |
| 011_Charges à caractère général | 12 737 293 | 14 376 850 | 14 759 165 | 382 315 | 3% | | |
| 65_Participations versées | 4 078 735 | 4 399 883 | 4 191 935 | - 207 948 | -5% | | |
| 67_Charges exceptionnelles | 948 481 | 652 095 | 754 000 | 101 905 | 16% | | |
| DEPENSES DE GESTION | 49 398 815 | 52 630 266 | 53 838 351 | 1 208 085 | 2.30% | | |
| Solde d'exploitation | 16 025 442 | 11 630 540 | 12 752 584 | 1 122 044 | 10% | | |
| SOLDE D'EXPLOITATION / RECETTES (%) | 25% | 18.10% | 19.15% | 1.05% | 6% | | |
| Charges financières | 652 274 | 740 000 | 700 000 | - 40 000 | -5% | | |
| Dépenses Imprévues | - | - | - | - | | | |
| Provisions / réserves | - | - | - | - | | | |
| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 50 050 888 | 53 370 266 | 54 538 351 | 1 168 085 | 2% | | |
| EPARGNE BRUTE | 15 373 168 | 10 890 540 | 12 052 584 | 1 162 044 | 11% | | |
| EPARGNE RETRAITEE type M12 - | 15 349 672 | 10 890 540 | 12 052 584 | 1 162 044 | 11% | | |
| EPARGNE / RECETTES | 25% | 16.95% | 18.10% | 1.15% | 7% | | |

En section d'investissement

Besoin de financement externe nul.

Le plan de financement 2017 s'établit sur la base d'un autofinancement élargi d'un montant de 16,85 millions d'euro, soit une épargne brute transférée d'un montant de 12 millions diminuée de l'amortissement contractuel de la dette pour 0,65 million d'euro, auxquelles s'ajoutent 5,4 millions d'euro de ressources propres et définitives d'investissement, soit 3,93 millions d'euro au titre du fonds de compensation de la taxe à la valeur ajoutée (FCTVA) et 1,24 million d'euro au titre des aliénations d'actif, et 280 mille euro au titre de participations et créances.

Ce sont 21,4 millions d'euro de crédits de paiement au titre des dépenses qui sont proposés au budget primitif 2017. Le détail de ces opérations est donné à la page 10 du présent point. Sur la base des différents dispositifs contractualisés, notamment le contrat d'agglomération l'estimation des services communautaires quant à la perception des subventions d'équipement, au titre de l'exercice, est arrêtée à ce stade à 4,6 millions d'euro.

Il en ressort donc un besoin de financement externe nul.

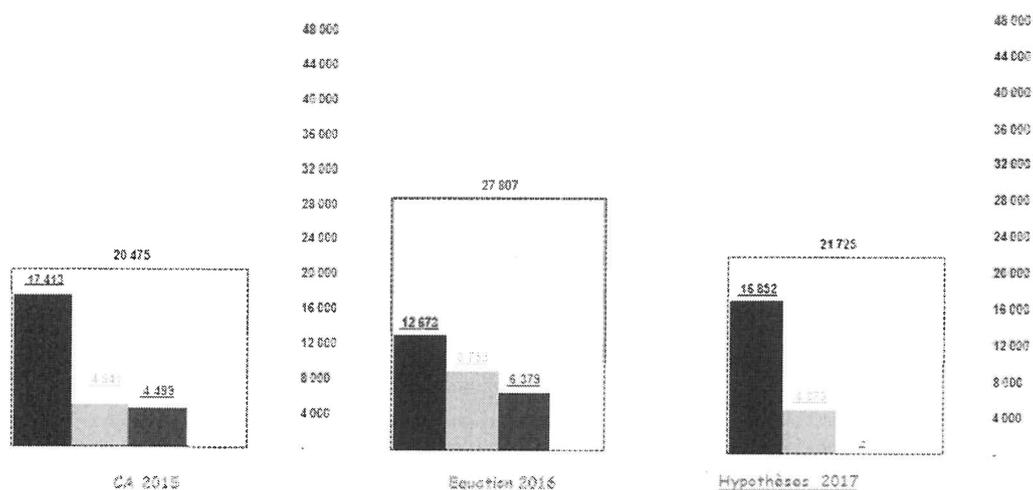
L'équation de financement 2016 des dépenses d'équipement comparée aux exercices précédents peut être décrite de la manière suivante :

Dépenses à financer

=

Autofinancement + Subvention d'équipement + Emprunt + [+ Antérieur reporté]

| | | CA_2015 | Budget 2016 | Budget 2017 |
|--------------------------------|---|------------|-------------|----------------|
| Dépenses à Financer | 1 | 20 475 | 27 807 | 21 725 |
| Autofinancement / Capacité | 2 | 45% 17 413 | 85% 12 673 | 46% 16 852 78% |
| Antérieur reporté | 3 | 28% 4 499 | 22% 6 379 | 23% - |
| Subventions d'équipement | 4 | 11% 4 941 | 24% 8 755 | 31% 4 873 22% |
| Emprunt | 5 | 18% | | |
| Résultat / Exédent Financement | | 6 379 | - | - |



La section d'Investissement se présente comme suit :

| Tableau II | | | | | |
|--|----------------------------------|-------------------|-------------------|--------------------|-------------|
| SECTION D'INVESTISSEMENT | CA 2015 | Exécutoire | Budget 2017 | Var € | Var % |
| | Divers recettes d'investissement | 361 069 | 114 124 | | 114 124 |
| Cessions actifs | 23 496 | 546 000 | 1 243 000 | 697 000 | 128% |
| Participations et créances | 71 204 | - | 280 500 | 280 500 | |
| Ressources non affectées [FCTVA] | 2 376 403 | 2 202 045 | 3 935 719 | 1 733 674 | 79% |
| TOTAL RESSOURCES PROPRES | 2 832 172 | 2 862 169 | 5 459 219 | 2 597 050 | 91% |
| Remboursement du capital | 819 941 | 1 100 100 | 659 699 | - 440 401 | -40% |
| Plafond OCLT 01/01/N | 885 438 | 582 000 | 395 000 | - 187 000 | -32% |
| Epargne nette | 14 553 228 | 9 790 440 | 11 392 885 | - 1 602 445 | 16% |
| Equilibre section (Hors cessions) | 17 361 904 | 12 106 609 | 15 609 104 | 3 502 495 | 29% |
| Equilibre section d'investissement | 17 385 400 | 12 652 609 | 16 852 104 | 4 199 495 | 33% |
| CAPACITE / DEPENSES EQUIPEMENT (%) | | 46% | | -46% | -100% |
| Equipement brut | 20 474 564 | 27 630 494 | 21 395 480 | - 6 235 014 | -23% |
| autres immobilisations | - | 176 853 | 50 000 | - 126 853 | -72% |
| Opérations comptes de Tiers | | | 280 000 | 280 000 | |
| Dépenses imprévues | | - | - | - | |
| DEPENSES D'EQUIPEMENT PROPRES | 20 474 564 | 27 807 346 | 21 725 480 | - 6 081 866 | -22% |
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | 21 294 505 | 28 907 446 | 22 385 179 | - 6 522 267 | -23% |
| BESOIN DE FINANCEMENT EXTERNE | - 3 089 164 | - 15 154 738 | - 4 873 376 | 10 281 362 | -68% |
| Subventions affectées | 4 941 152 | 8 755 271 | 4 593 376 | - 4 161 895 | -48% |
| Opérations comptes de Tiers | | | 280 000 | | |
| Besoin financement externe | 1 851 988 | 6 399 467 | - | 6 399 467 | -100% |
| Emprunts réalisés | 51 994 | 20 000 | - | 20 000 | -100% |
| caution | | | | | |
| Plafond OCLT 31/12/N | 885 438 | 582 000 | 395 000 | - 187 000 | -32% |
| TOTAL RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT | 7 801 822 | 11 637 439 | 10 332 595 | - 1 304 844 | -11% |
| BESOIN D'AUTOFINANCEMENT | - 13 492 683 | - 17 270 007 | - 12 052 584 | 5 217 423 | -30% |
| FDR Reporté | 4 498 981 | 6 379 467 | - | - 6 379 467 | -100% |
| Affectation | 14 245 818 | 12 997 649 | | - 12 997 649 | -100% |
| Résultat reporté N-1 | - 9 746 838 | - 6 618 182 | | 6 618 182 | -100% |

Annexe 1 Budget Primitif 2017, Budget principal Individualisation par Chapitre

| | |
|--------------------------------------|----|
| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| VUE D'ENSEMBLE | A1 |

FONCTIONNEMENT

| | CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1) | DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT |
|---------------------------------|--|---|---|
| V O T E | | 67 950 000.00 | 67 950 000.00 |
| | + | + | + |
| R E P O R T S | RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2) | | |
| | 002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2) | (si déficit) | (si excédent) |
| | = | = | = |
| | TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3) | 67 950 000.00 | 67 950 000.00 |

INVESTISSEMENT

| | CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068) | DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT | RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT |
|---------------------------------|--|--|--|
| V O T E | | 26 639 244.00 | 26 639 244.00 |
| | + | + | + |
| R E P O R T S | RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2) | | |
| | 001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2) | (si solde négatif) | (si solde positif) |
| | = | = | = |
| | TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3) | 26 639 244.00 | 26 639 244.00 |

TOTAL

| | | |
|----------------------------|----------------------|----------------------|
| TOTAL DU BUDGET (3) | 94 589 244.00 | 94 589 244.00 |
|----------------------------|----------------------|----------------------|

| | |
|---------------------------------------|----|
| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES | A2 |

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3) | TOTAL (=RAR+vote) |
|--|--|-----------------------------------|---------------------------|------------------------|---------------|-------------------|
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 13 559 655.00 | | 14 759 165.00 | 14 759 165.00 | 14 759 165.00 |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | 12 125 000.00 | | 12 423 251.00 | 12 423 251.00 | 12 423 251.00 |
| 014 | ATTENUATIONS DE PRODUITS | 20 660 000.00 | | 21 710 000.00 | 21 710 000.00 | 21 710 000.00 |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 4 321 287.00 | | 4 191 935.00 | 4 191 935.00 | 4 191 935.00 |
| 656 | FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS | | | | | |
| Total des dépenses de gestion courante | | 50 665 942.00 | | 53 084 351.00 | 53 084 351.00 | 53 084 351.00 |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | 740 000.00 | | 700 000.00 | 700 000.00 | 700 000.00 |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | 772 425.00 | | 754 000.00 | 754 000.00 | 754 000.00 |
| 68 | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS (4) | | | | | |
| 022 | DEPENSES IMPREVUES | | | | | |
| Total des dépenses réelles de fonctionnement | | 52 178 367.00 | | 54 538 351.00 | 54 538 351.00 | 54 538 351.00 |
| 023 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT (5) | 7 834 633.00 | | 7 594 645.00 | 7 594 645.00 | 7 594 645.00 |
| 042 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (5) | 3 747 000.00 | | 5 817 004.00 | 5 817 004.00 | 5 817 004.00 |
| 043 | OPERATION ORDRE A L INTERIEUR DE LA S.FONCT (5) | | | | | |
| Total des dépenses d'ordre de fonctionnement | | 11 581 633.00 | | 13 411 649.00 | 13 411 649.00 | 13 411 649.00 |
| TOTAL | | 63 760 000.00 | | 67 950 000.00 | 67 950 000.00 | 67 950 000.00 |

+

| | |
|--|--|
| D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2) | |
|--|--|

=

| | |
|---|---------------|
| TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES | 67 950 000.00 |
|---|---------------|

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3) | TOTAL (=RAR+vote) |
|--|--|-----------------------------------|---------------------------|------------------------|---------------|-------------------|
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES | 1 349 200.00 | | 1 393 988.00 | 1 393 988.00 | 1 393 988.00 |
| 70 | PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES | 902 525.00 | | 936 425.00 | 936 425.00 | 936 425.00 |
| 73 | IMPOTS ET TAXES | 45 929 088.00 | | 48 717 822.00 | 48 717 822.00 | 48 717 822.00 |
| 74 | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS | 13 874 082.00 | | 14 619 626.00 | 14 619 626.00 | 14 619 626.00 |
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 643 680.00 | | 619 900.00 | 619 900.00 | 619 900.00 |
| Total des recettes de gestion courante | | 62 698 575.00 | | 66 287 761.00 | 66 287 761.00 | 66 287 761.00 |
| 76 | PRODUITS FINANCIERS | | | | | |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | 271 425.00 | | 303 174.00 | 303 174.00 | 303 174.00 |
| 78 | REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS (4) | | | | | |
| Total des recettes réelles de fonctionnement | | 62 970 000.00 | | 66 590 935.00 | 66 590 935.00 | 66 590 935.00 |
| 042 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (5) | 790 000.00 | | 1 359 065.00 | 1 359 065.00 | 1 359 065.00 |
| 043 | OPERATION ORDRE A L INTERIEUR DE LA S.FONCT (5) | | | | | |
| Total des recettes d'ordre de fonctionnement | | 790 000.00 | | 1 359 065.00 | 1 359 065.00 | 1 359 065.00 |
| TOTAL | | 63 760 000.00 | | 67 950 000.00 | 67 950 000.00 | 67 950 000.00 |

+

| | |
|--|--|
| R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2) | |
|--|--|

=

| | |
|---|---------------|
| TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES | 67 950 000.00 |
|---|---------------|

Pour information :

| | |
|---|---------------|
| AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT(6) | 12 052 584.00 |
|---|---------------|

| | |
|--------------------------------------|----|
| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES | A3 |

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3) | TOTAL (=RAR+vote) |
|-------|--|-----------------------------------|---------------------------|------------------------|----------------------|----------------------|
| 010 | STOCKS (5) | | | | | |
| 204 | SUBV EQUIPEMENTS VERSEES | | | 1 138 000.00 | 1 138 000.00 | 1 138 000.00 |
| 22 | IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (6) | | | | | |
| | Total des opérations d'équipement | 19 047 425.00 | | 20 257 480.00 | 20 257 480.00 | 20 257 480.00 |
| | Total des dépenses d'équipement | 19 047 425.00 | | 21 395 480.00 | 21 395 480.00 | 21 395 480.00 |
| 10 | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES | | | | | |
| 13 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES | | | | | |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 1 340 575.00 | | 1 054 699.00 | 1 054 699.00 | 1 054 699.00 |
| 18 | COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS (7) | | | | | |
| 26 | PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS | | | | | |
| 27 | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 67 000.00 | | 50 000.00 | 50 000.00 | 50 000.00 |
| 020 | DEPENSES IMPREVUES | | | | | |
| | Total des dépenses financières | 1 407 575.00 | | 1 104 699.00 | 1 104 699.00 | 1 104 699.00 |
| 45... | Total des opé.pour compte de tiers(8) | | | 280 000.00 | 280 000.00 | 280 000.00 |
| | Total des dépenses réelles d'investissement | 20 455 000.00 | | 22 780 179.00 | 22 780 179.00 | 22 780 179.00 |
| 040 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (4) | 790 000.00 | | 1 359 065.00 | 1 359 065.00 | 1 359 065.00 |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES (4) | 2 200 000.00 | | 2 500 000.00 | 2 500 000.00 | 2 500 000.00 |
| | Total des dépenses d'ordre d'investissement | 2 990 000.00 | | 3 859 065.00 | 3 859 065.00 | 3 859 065.00 |
| | TOTAL | 23 445 000.00 | | 26 639 244.00 | 26 639 244.00 | 26 639 244.00 |

| | |
|---|----------------------|
| D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2) | = |
| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 26 639 244.00 |

RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3) | TOTAL (=RAR+vote) |
|-------|--|-----------------------------------|---------------------------|------------------------|----------------------|----------------------|
| 010 | STOCKS (5) | | | | | |
| 13 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES (hors 138) | 5 062 693.00 | | 4 593 376.00 | 4 593 376.00 | 4 593 376.00 |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (hors 165) | 582 000.00 | | 375 000.00 | 375 000.00 | 375 000.00 |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204) | | | | | |
| 204 | SUBV EQUIPEMENTS VERSEES | | | 230 500.00 | 230 500.00 | 230 500.00 |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | | |
| 22 | IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (6) | | | | | |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | | | | | |
| | Total des recettes d'équipement | 5 644 693.00 | | 5 198 876.00 | 5 198 876.00 | 5 198 876.00 |
| 10 | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES (hors 1068) | 2 958 674.00 | | 3 935 719.00 | 3 935 719.00 | 3 935 719.00 |
| 1068 | EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES (9) | | | | | |
| 165 | DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS | 20 000.00 | | 20 000.00 | 20 000.00 | 20 000.00 |
| 18 | COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS (7) | | | | | |
| 26 | PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS | | | | | |
| 27 | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 50 000.00 | | 50 000.00 | 50 000.00 | 50 000.00 |
| 024 | PRODUITS DES CESSIONS | 990 000.00 | | 1 243 000.00 | 1 243 000.00 | 1 243 000.00 |
| | Total des recettes financières | 4 018 674.00 | | 5 248 719.00 | 5 248 719.00 | 5 248 719.00 |
| 45... | Total des opé.pour compte de tiers(8) | | | 280 000.00 | 280 000.00 | 280 000.00 |
| | Total des recettes réelles d'investissement | 9 663 367.00 | | 10 727 595.00 | 10 727 595.00 | 10 727 595.00 |
| 021 | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (4) | 7 834 633.00 | | 7 594 645.00 | 7 594 645.00 | 7 594 645.00 |
| 040 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (4) | 3 747 000.00 | | 5 817 004.00 | 5 817 004.00 | 5 817 004.00 |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES (4) | 2 200 000.00 | | 2 500 000.00 | 2 500 000.00 | 2 500 000.00 |
| | Total des recettes d'ordre d'investissement | 13 781 633.00 | | 15 911 649.00 | 15 911 649.00 | 15 911 649.00 |
| | TOTAL | 23 445 000.00 | | 26 639 244.00 | 26 639 244.00 | 26 639 244.00 |

| | |
|---|----------------------|
| R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2) | = |
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 26 639 244.00 |

Pour information :

| | |
|--|---------------|
| AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT(10) | 12 052 584.00 |
|--|---------------|

Annexe 2 :
Budget Primitif 2017, Budget principal Individualisation des opérations d'équipement

| | |
|--|-----|
| III - VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES | B1 |

| Chap./ art(1) | Libellé (1) | Pour mémoire Budget précédent (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|------------------|--|--------------------------------------|-------------------------------|----------------------|
| | Opérations d'équipement n°...(5) | 19 047 425.00 | 20 257 480.00 | 20 257 480.00 |
| 00951 | SIGNALETIQUE TOURISTIQUE [TOU] | 30 000.00 | 30 000.00 | 30 000.00 |
| 00953 | SOUTIEN HEBERGEMENT RURAL [TOU] | 5 000.00 | 2 500.00 | 2 500.00 |
| 00954 | CROISIÈRE FLUVIALE | | 102 000.00 | 102 000.00 |
| 02001 | SYSTEME INFO/APPLICATIFS | 180 000.00 | 228 500.00 | 228 500.00 |
| 02002 | MATERIELS DIVERS/MOBILIER [DGA] | 15 000.00 | 17 000.00 | 17 000.00 |
| 02003 | MATERIELS INFORMATIQUES | 25 000.00 | 32 080.00 | 32 080.00 |
| 02004 | FONDS DE CONCOURS PROJETS COMMUNAUX [DGA] | 700 000.00 | 700 000.00 | 700 000.00 |
| 02005 | PARC VEHICULE [PAT] | 100 000.00 | 101 500.00 | 101 500.00 |
| 020060 | PISCINE INTERCOMMUNALE | 27 000.00 | 20 000.00 | 20 000.00 |
| 02007 | PARC BATIMENTS [PAT] | 302 500.00 | 865 000.00 | 865 000.00 |
| 027001 | ACCUEIL GENS DU VOYAGE [HAB] | 26 400.00 | 26 400.00 | 26 400.00 |
| 029001 | REQUALIFICATION PARC FRINGALE [ECO] | 60 000.00 | | |
| 029502 | TOURISME FLUVIAL [TOU] | 32 000.00 | 10 000.00 | 10 000.00 |
| 04801 | PROJET BOHICON [COD] | 308 000.00 | 20 000.00 | 20 000.00 |
| 200605 | ATELIER VOIRIE SUD | 101 000.00 | 560 000.00 | 560 000.00 |
| 20062 | PATINOIRE | 15 000.00 | 705 000.00 | 705 000.00 |
| 200627 | REQUALIFICATION PARC ACTIVITE [ECO] | 710 000.00 | 195 000.00 | 195 000.00 |
| 200720 | MISE EN SECURITE EP PARCS [ECO] | 232 000.00 | 779 000.00 | 779 000.00 |
| 200748 | MAISON DE L'EMPLOI & FORMATION | 390 000.00 | 120 000.00 | 120 000.00 |
| 200826 | RANDONNEE NAUTIQUE / TOURISME HALIEUTIQUE [TOU] | 102 000.00 | 177 000.00 | 177 000.00 |
| 201214 | CONTRAT AGGLOMERATION - PARTICIPATION | 700 000.00 | 700 000.00 | 700 000.00 |
| 524001 | ORU MAISON ROUGE LOUVIERS] | 419 750.00 | 51 500.00 | 51 500.00 |
| 52404 | ANRU2 LOUVIERS | 75 000.00 | 95 000.00 | 95 000.00 |
| 7201 | AIDE A LA PIERRE [HAB] | 400 000.00 | 250 000.00 | 250 000.00 |
| 7202 | BONIFICATION PIG [HAB] | 50 000.00 | 50 000.00 | 50 000.00 |
| 7203 | SUBVENTION PARTICULIERS [HAB] | 52 000.00 | 86 000.00 | 86 000.00 |
| 7204 | PASS FONCIER [HAB] | 100 000.00 | 120 000.00 | 120 000.00 |
| 7205 | PARTICIPATIONS BAILLEURS SOCIAUX [HAB] | 300 000.00 | 300 000.00 | 300 000.00 |
| 80003 | POLE MULTI-SERVICES | 113 000.00 | 1 092 000.00 | 1 092 000.00 |
| 80004 | ARCHIVES | 130 000.00 | 1 000 000.00 | 1 000 000.00 |
| 81202 | EQUIPEMENT TRAVAUX GESTION DES DECHETS [OME] | 299 800.00 | 373 500.00 | 373 500.00 |
| 81204 | INFRASTRUCTURES DECHETS [OME] | 130 000.00 | 122 000.00 | 122 000.00 |
| 81301 | EQUIPEMENT PROPRIETE PUBLIQUE [PUR] | 85 000.00 | 190 000.00 | 190 000.00 |
| 81502 | PLAN DEPLACEMENT URBAIN [DEP] | 1 336 000.00 | 2 267 000.00 | 2 267 000.00 |
| 82001 | ETUDES DIVERSES URBANISME [AMU] | 275 500.00 | 480 000.00 | 480 000.00 |
| 82002 | DOCUMENTS URBANISME [AMU] | 336 000.00 | 434 000.00 | 434 000.00 |
| 82003 | PROGRAMME ACTION FONCIERE [AMU] | 1 800 000.00 | 1 500 000.00 | 1 500 000.00 |
| 82005 | ACQUISITIONS FONCIERES [AMU] | 551 000.00 | 850 000.00 | 850 000.00 |
| 82007 | SECURITE ADRESSET | 466 975.00 | | |
| 82009 | SCOT | | 55 000.00 | 55 000.00 |
| 82217 | TRAVAUX RENFORCEMENT VOIRIE [VOI] | 2 480 000.00 | 1 000 000.00 | 1 000 000.00 |
| 82218 | PETITS AMENAGEMENTS VOIRIE [VOI] | 200 000.00 | 336 000.00 | 336 000.00 |
| 82219 | AMENAGEMENT QUALITATIF URBAIN [VOI] | 850 000.00 | 691 000.00 | 691 000.00 |
| 82220 | FONDS DE CONCOURS VOIRIE [VOI] | 70 000.00 | 50 000.00 | 50 000.00 |
| 82221 | SERVICE EXPLOITATION [VOI] | 180 000.00 | 60 000.00 | 60 000.00 |
| 82222 | AMENAGEMENT VOIE VERTE | 580 000.00 | 971 000.00 | 971 000.00 |
| 83101 | TRAVAUX RESEAU PLUVIAL [ENT] | 800 000.00 | 1 000 000.00 | 1 000 000.00 |
| 83301 | EQUIPEMENT DE SERVICE [ENA] | 100 000.00 | 51 000.00 | 51 000.00 |
| 83304 | TRAVAUX MILIEUX NATURELS [ENA] | 1 566 000.00 | 420 000.00 | 420 000.00 |
| 83305 | ACTIONS ECONOMIE D ENERGIE - BATIMENTS PUBLIC ET ECLAIRAGE PUBLIC | 172 500.00 | 313 500.00 | 313 500.00 |
| 9005 | SIGNALETIQUE PARCS ACTIVITES | 60 000.00 | | |
| 9006 | DISPOSITIF AIDES AUX ENTREPRISES | | 400 000.00 | 400 000.00 |
| 92001 | BATIMENT MARAICHAGE | 720 000.00 | | |
| 9401 | DISPOSITIF OCM [COA] | 220 000.00 | 258 000.00 | 258 000.00 |
| 95004 | CIRCUITS DU PATRIMOINE [TOU] | 22 000.00 | | |

En aparté au vote de cette délibération, Monsieur JAMET a souhaité que la présentation du budget primitif 2018 soit effectuée « *par priorités, par axes, de manière à avoir un véritable débat budgétaire* ».

16-359 - FINANCES LOCALES – DECISIONS BUDGETAIRES – Budgets Annexes – Budgets primitifs 2017 Eau Potable, Assainissement collectif, SPANC, Transports, Crèches d'entreprises, Activités économiques, artisanales et commerciales, Gendarmerie, Aménagement des parcs et zones d'activités, PLH opérations d'urbanisme – Adoption

Sur rapport de Monsieur DELAMARE, le conseil communautaire :

- décide à l'unanimité de procéder au vote des budgets primitifs 2017, pour les budgets annexes par chapitres au niveau de la section d'exploitation ou fonctionnement ainsi que par chapitres et par opérations budgétaires en section d'investissement selon les tableaux de synthèse extraits des projets de budgets et annexés pour les budgets Eau potable, Assainissement collectif, SPANC, Transports, Crèches d'entreprises, Activités économiques, artisanales et commerciales, Gendarmerie, Aménagement des parcs et zones d'activités, PLH opérations d'urbanisme ;
- approuve à l'unanimité les budgets annexes pour l'exercice 2017 par chapitres au niveau de la section d'exploitation ainsi que par chapitres et par opérations budgétaires en section d'investissement selon les tableaux de synthèse annexés pour les budgets Eau potable, Assainissement collectif, SPANC, Transports, Crèches d'entreprises, Activités économiques, artisanales et commerciales, Aménagement des parcs et zones d'activités, PLH opérations d'urbanisme,
- approuve le budget annexe Gendarmerie par 63 voix POUR et 1 voix CONTRE ;
- dit que les subventions du budget principal vers les budgets annexes seront définitivement arrêtées après la reprise des résultats comptables issus de la gestion 2016.

Le volume budgétaire des compétences individualisées en des budgets annexes est proposé, sur l'exercice comptable 2017 pour un volume budgétaire total de 38,4 millions d'euro, réparti de la manière suivante

| Categorie_Budget | Budget | code | Section | | Données | | Total Budget | Total % |
|--------------------------------|------------------------------|------|----------------|---------|----------------|---------|--------------|---------|
| | | | Fonctionnement | | Investissement | | | |
| | | | DEPENSE | % | DEPENSE | % | | |
| Budgets Autofinancés | EAU POTABLE | 02 | 710 100 | 3.22% | 2 540 000 | 15.59% | 3 250 100 | 8.47% |
| | ASSAINISSEMENT | 03 | 1 532 000 | 6.94% | 9 848 000 | 60.46% | 11 380 000 | 29.66% |
| | SPANC | 11 | 46 500 | 0.21% | 50 000 | 0.31% | 96 500 | 0.25% |
| Total Budgets Autofinancés | | | 2 288 600 | 10.36% | 12 438 000 | 78.36% | 14 726 600 | 38.38% |
| Budgets subventionnables | TRANSPORTS | 04 | 6 446 100 | 29.19% | 2 184 000 | 13.41% | 8 630 100 | 22.49% |
| | ACTIVITES ECONOMIQUES | 12 | 393 600 | 1.78% | 817 500 | 5.02% | 1 211 100 | 3.16% |
| | CRECHE D'ENTREPRISES | 06 | 52 000 | 0.24% | 300 000 | 1.84% | 352 000 | 0.92% |
| | GENDARMERIE | 14 | 414 000 | 1.87% | 221 000 | 1.36% | 635 000 | 1.65% |
| Total Budgets subventionnables | | | 7 305 700 | 33.09% | 3 522 500 | 21.62% | 10 828 200 | 28.22% |
| Budgets Lotissement | PLH - OPERATIONS D'URBANISME | 08 | 1 725 013 | 7.81% | 39 000 | 0.24% | 1 764 013 | 4.60% |
| | AMENAGEMENT DES PA ZA | 07 | 10 761 100 | 48.74% | 290 000 | 1.78% | 11 051 100 | 28.80% |
| Total Budgets Lotissement | | | 12 486 113 | 56.55% | 329 000 | 2.02% | 12 815 113 | 33.40% |
| Total général | | | 22 080 413 | 100.00% | 16 289 500 | 100.00% | 38 369 913 | 100.00% |

(Extrait des projets de budgets primitifs - Présentation des données consolidées, hors mouvements d'ordre, et article 16449 opérations afférentes à la gestion des options de trésorerie)

Les services individualisés totaliseront 25,77 millions d'euro de ressources courantes, dont 6 millions environ au titre du versement transport et 3,87 millions d'euro au titre des surtaxes Eau & Assainissement. La structure des ressources et leur répartition par budget peuvent être décrites de la manière suivante :

| Poste budgétaire | Budget | RECETTE |
|--|------------------------------|-------------------|
| Fiscalité | TRANSPORTS | 5 990 000 |
| Total Fiscalité | | 5 990 000 |
| Dotations budgétaires reçues | TRANSPORTS | 356 000 |
| | ACTIVITES ECONOMIQUES | - |
| | CRECHE D'ENTREPRISES | - |
| | EAU POTABLE | 44 400 |
| | ASSAINISSEMENT | 255 000 |
| | SPANC | - |
| | PLH - OPERATIONS D'URBANISME | 18 697 |
| | GENDARMERIE | 635 000 |
| | AMENAGEMENT DES PA ZA | 2 499 800 |
| Total Dotations budgétaires reçues | | 3 808 897 |
| Produit d'exploitation / tarification | TRANSPORTS | 859 100 |
| | ACTIVITES ECONOMIQUES | 695 900 |
| | CRECHE D'ENTREPRISES | 152 000 |
| | EAU POTABLE | 1 450 000 |
| | ASSAINISSEMENT | 2 421 000 |
| | SPANC | 46 500 |
| | PLH - OPERATIONS D'URBANISME | 1 745 316 |
| | AMENAGEMENT DES PA ZA | 8 551 300 |
| Total Produit d'exploitation / tarification | | 16 521 116 |
| Autres produits de gestion | | 50 000 |
| Total général | | 25 770 013 |

Pour les dépenses d'exploitation, ce sont 22,08 millions d'euro qui sont estimés ; les frais financiers sont inscrits pour un montant de 1,45 million et le remboursement de la dette pour un montant d'environ 2 millions d'euro, permettant ainsi de dégager une épargne nette de 1,31 million d'euro.

Au titre de l'investissement, ce sont 14,1 millions d'euro qui sont proposés au titre des dépenses d'équipement investies sur le territoire, somme qui s'ajoute aux 20 millions d'euro portés au budget principal, soit un volume d'ensemble d'investissement d'environ 34 millions d'euro pour l'exercice 2017 dans le cadre des budgets primitifs.

Le plan de financement des budgets annexes 2017, en données consolidées, affiche une épargne nette de l'ordre de 1,6 millions d'euro, à laquelle viendront s'ajouter des ressources définitives d'investissement pour 3,3 millions d'euro (TVA – FCTVA), des subventions d'équipement pour un montant total de 3,3 millions d'euro, nécessitant ainsi un besoin d'emprunt de l'ordre de 5,8 millions d'euro.

| | Eau * | Assainissement * | SPANC * | Transports * | Crèches * | Act Eco * | Gendarmerie | Am PA & ZA | PLH | Cumul |
|-----------------------------|------------------|------------------|---------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------|------------------|
| Ressources courantes | 1 544 400 | 2 676 000 | 46 500 | 7 205 100 | 152 000 | 695 900 | 635 000 | 11 051 100 | 1 764 013 | 25 770 013 |
| Dépenses courantes | 490 100 | 932 000 | 46 500 | 6 431 100 | 18 000 | 291 600 | | 10 711 100 | 1 710 013 | 20 630 413 |
| Epargne de gestion * | 1 054 300 | 1 744 000 | - | 774 000 | 134 000 | 404 300 | 635 000 | 340 000 | 54 000 | 5 139 600 |
| Frais Financiers | 220 000 | 600 000 | - | 15 000 | 34 000 | 102 000 | 414 000 | 50 000 | 15 000 | 1 450 000 |
| Epargne brute * | 834 300 | 1 144 000 | - | 759 000 | 100 000 | 302 300 | 221 000 | 290 000 | 39 000 | 3 689 600 |
| Taux d'épargne | 54.02% | 42.75% | | 10.53% | 65.79% | 43.44% | 34.80% | | | 14% |
| Amortissement Dette | 209 000 | 868 000 | | 216 000 | 49 500 | 203 500 | 221 000 | 290 000 | 39 000 | 2 096 000 |
| Epargne nette* | 625 300 | 276 000 | | 543 000 | 50 500 | 98 800 | - | - | - | 1 593 600 |
| Ressources définitives | 776 000 | 2 400 000 | | | 200 000 | | | | | 3 376 000 |
| Dépenses Equipement | 2 331 000 | 8 980 000 | | 1 968 000 | 250 500 | 614 000 | - | - | - | 14 143 500 |
| Subvention Equipement | 95 200 | 3 052 000 | | - | - | 152 500 | - | - | - | 3 299 700 |
| Antérieur Reporté | | | | | | | | | | - |
| Emprunt de l'exercice | 834 500 | 3 252 000 | | 1 425 000 | - | 362 700 | - | - | - | 5 874 200 |
| Destockage [Lotissement] | | | | | | | | | | - |
| Excedent Financement | | | | | | | | | | - |

16-360 - FINANCES LOCALES – DECISIONS BUDGETAIRES – Révision et adoption des Autorisations de Programmes – Autorisations d'Engagement / Crédits de Paiement – Budget Principal – Budgets annexes Eau potable, Assainissement collectif, Transports, Activités économiques, artisanales et commerciales – Exercice 2017

Sur rapport de Monsieur DELAMARE et à l'unanimité, le conseil communautaire :

- décide de procéder à l'adoption des révisions des Autorisations d'Engagement et de Programmes sur le Budget principal, des Autorisations de Programmes sur les budgets annexes Eau potable, Assainissement collectif, Transports, Activités économiques, artisanales et commerciales,
- approuve les Autorisations d'Engagement et de Programmes sur le Budget principal, les Autorisations de programmes sur les budgets annexes Eau potable, Assainissement collectif, Transports et Activités économiques, artisanales et commerciales telles qu'annexées ci-dessous.

Annexe 1 : Budget Principal Exercice 2017 Situation des Autorisations de Programme et de Crédits de Paiement

| IV - ANNEXES | | IV |
|---|--|-------|
| ENGAGEMENTS HORS BILAN | | |
| AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT | | B.2.1 |
| AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT | | B.2.2 |

| No ou intitulé de l'A.P. | Montant des AP | | | Montant des CP | | | |
|--|--|-----------------------------|---|---|--|--------------------------------------|---|
| | Pour mémoire AP votée y compris ajustement | Révision de l'exercice 2017 | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour 2017) | Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/2017) (1) | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2017 (2) | Restes à financer de l'exercice 2018 | Restes à financer (exercices au delà de 2018) |
| Dépenses | 236 647 121.74 | 20 746 200.00 | 257 393 321.74 | 163 790 891.00 | 16 383 000.00 | 500 000.00 | 86 719 430.74 |
| 0101 2016 1 CONTRAT D'AGGLOMERATION | 1 000 000.00 | | 1 000 000.00 | 100 000.00 | 763 000.00 | | 137 000.00 |
| 0101 2016 2 FONDS DE CONCOURS COMMUNES | 5 000 000.00 | | 5 000 000.00 | 700 000.00 | 700 000.00 | | 3 600 000.00 |
| 0102 2010 1 ECONOMIE D ENERGIE | 983 000.00 | 100 000.00 | 1 083 000.00 | 933 477.00 | 127 500.00 | | 22 023.00 |
| 0103 2016 1 TRES HAUT DEBIT | 2 000 000.00 | | 2 000 000.00 | 270 000.00 | 700 000.00 | | 1 030 000.00 |
| 0105 2010 2 MEF | 22 800 417.00 | 52 000.00 | 22 852 417.00 | 22 731 928.00 | 120 000.00 | | 489.00 |
| 0105 2010 4 PISCINE INTERCOMMUNALE | 25 834 500.00 | | 25 834 500.00 | 25 814 430.00 | 20 000.00 | | 70.00 |
| 0105 2012 1 BATIMENT HAUTS PRES | 5 542 000.00 | | 5 542 000.00 | 5 619 440.00 | | | -77 440.00 |
| 0105 2014 1 ARCHIVES | 104 347.76 | | 104 347.76 | 95 500.00 | | | 8 847.76 |
| 0105 2015 1 ARCHIVES | 2 900 000.00 | | 2 900 000.00 | 211 000.00 | 1 000 000.00 | | 1 689 000.00 |
| 0105 2016 1 PATINOIRE | 15 500 000.00 | | 15 500 000.00 | 288 644.00 | 705 000.00 | | 14 506 356.00 |
| 0201 2009 1 PAF | 16 800 000.00 | 1 700 000.00 | 18 500 000.00 | 6 756 000.00 | 1 500 000.00 | | 10 244 000.00 |
| 0201 2009 2 RESERVES FONCIERES | 6 994 000.00 | 1 100 000.00 | 8 094 000.00 | 5 580 521.00 | 850 000.00 | | 1 663 479.00 |
| 0201 2010 2 RENOVATION URBAINE LOUVIERS | 14 491 000.00 | | 14 491 000.00 | 14 340 987.00 | 51 500.00 | | 98 513.00 |
| 0201 2015 4 ANRU 2 LOUVIERS | 75 000.00 | 20 000.00 | 95 000.00 | 95 000.00 | | | |
| 0201 2015 9 PLUI | 876 000.00 | | 876 000.00 | 139 000.00 | 182 000.00 | | 555 000.00 |
| 0202 2009 1 PARTICIPATION BAILLEURS SOCIALX | 6 084 023.00 | | 6 084 023.00 | 3 526 200.00 | 300 000.00 | | 2 257 823.00 |
| 0202 2009 2 AIDES A LA PIERRE | 6 766 400.00 | | 6 766 400.00 | 2 658 363.00 | 300 000.00 | | 3 808 037.00 |
| 0301 2009 3 AMENAGEMENT DES PA ET ZA | 1 180 050.98 | | 1 180 050.98 | 1 713 100.00 | | | -533 049.02 |
| 0301 2010 1 REQUALIFICATION PA ET ZA | 6 524 516.00 | | 6 524 516.00 | 4 120 116.00 | 195 000.00 | | 2 209 400.00 |
| 0301 2010 4 ECOPARC II CENTRE DE VIE | 1 772 000.00 | | 1 772 000.00 | 1 438 000.00 | | | 334 000.00 |
| 0301 2010 6 SERVICE AUX ENTREPRISES | 50 000.00 | | 50 000.00 | 30 000.00 | | | 20 000.00 |
| 0301 2017 1 AIDE AUX ENTREPRISES | | 2 500 000.00 | 2 500 000.00 | | 400 000.00 | 500 000.00 | 1 600 000.00 |
| 0302 2010 1 VILLAGES D ARTISANS | 3 775 500.00 | | 3 775 500.00 | 267 500.00 | | | 3 508 000.00 |
| 0302 2011 1 DISPOSITIF OCM | 1 605 141.00 | 214 200.00 | 1 819 341.00 | 1 561 341.00 | 258 000.00 | | |
| 0303 2012 1 RANDONNEE NAUTIQUE | 360 000.00 | 200 000.00 | 560 000.00 | 328 000.00 | 177 000.00 | | 55 000.00 |
| 0303 2016 1 CROISIERE FLUVIALE | 110 000.00 | 110 000.00 | 220 000.00 | 220 000.00 | 85 500.00 | | 32 500.00 |
| 0401 2009 1 AMGT QUALIFICATIF VOIRE | 20 396 175.00 | 3 600 000.00 | 23 996 175.00 | 15 792 071.00 | 691 000.00 | | 7 513 104.00 |
| 0401 2009 3 PETITS AMGT DE VOIRE | 3 118 906.00 | 1 200 000.00 | 4 318 906.00 | 2 802 500.00 | 336 000.00 | | 1 180 406.00 |
| 0401 2009 5 TRAVAUX DE RENFORCEMENT VOIRE | 14 186 300.00 | 6 000 000.00 | 20 186 300.00 | 13 696 095.00 | 250 000.00 | | 6 240 205.00 |
| 0401 2010 4 ACQUISITION MATERIEL VOIRE | 1 264 100.00 | 500 000.00 | 1 764 100.00 | 1 217 000.00 | 60 000.00 | | 487 100.00 |
| 0401 2012 1 VOIE VERTE | 5 450 000.00 | | 5 450 000.00 | 1 437 544.00 | 471 000.00 | | 3 541 456.00 |
| 0401 2012 3 REQUALIFICATION DES CENTRES BO | 6 794 000.00 | | 6 794 000.00 | 1 920 656.00 | 500 000.00 | | 4 373 344.00 |
| 0401 2013 1 OUVRAGES D'ART | 2 800 000.00 | | 2 800 000.00 | 874 000.00 | 750 000.00 | | 1 176 000.00 |
| 0402 2009 5 PDU | 157 829.51 | | 157 829.51 | 328 404.93 | | | -170 575.42 |
| 0402 2011 1 PDU | 14 392 170.49 | | 14 392 170.49 | 6 804 497.07 | 2 267 000.00 | | 5 320 673.42 |
| 0403 2009 1 TRAVAUX MILLIEUX NATURELS | 12 777 773.00 | | 12 777 773.00 | 5 803 565.00 | 420 000.00 | | 6 554 208.00 |
| 0404 2009 1 TRAVAUX RESEAUX HYDRAULIQUE | 5 949 340.00 | | 5 949 340.00 | 3 683 991.00 | 1 000 000.00 | | 1 265 349.00 |
| 0504 2015 1 DECHETTERIE LOUVIERS | 232 632.00 | 3 450 000.00 | 3 682 632.00 | 121 500.00 | 1 092 000.00 | | 2 469 132.00 |
| Recettes | 46 006 131.60 | 1 209 366.60 | 47 214 498.00 | 32 716 032.00 | 3 963 076.00 | | 10 636 390.00 |
| 0102 2010 2 ECONOMIE D ENERGIE | 150 000.00 | | 150 000.00 | 326 344.00 | 31 500.00 | | -207 844.00 |
| 0102 2015 2 ECONOMIE D ENERGIE | | | | 10 250.00 | | | -10 250.00 |
| 0105 2010 3 MEF | 2 404 000.00 | | 2 404 000.00 | 3 212 335.00 | 61 500.00 | | -869 835.00 |
| 0105 2010 5 PISCINE INTERCOMMUNALE | 7 706 560.00 | | 7 706 560.00 | 7 595 466.00 | 111 094.00 | | 111 094.00 |
| 0105 2012 2 BATIMENT HAUTS PRES | 1 384 800.00 | | 1 384 800.00 | 3 019 720.00 | | | -1 634 920.00 |
| 0105 2015 2 ARCHIVES | | 340 000.00 | 340 000.00 | | 340 000.00 | | |
| 0105 2016 2 PATINOIRE | 2 500 000.00 | | 2 500 000.00 | | 125 000.00 | | 2 375 000.00 |
| 0201 2010 3 RENOVATION URBAINE LOUVIERS | 3 091 015.00 | | 3 091 015.00 | 3 275 406.00 | | | -184 391.00 |
| 0201 2015 1 RESERVES FONCIERES | 20 000.00 | | 20 000.00 | 20 000.00 | | | |
| 0201 2015 5 ANRU 2 LOUVIERS | | 83 000.00 | 83 000.00 | | 83 000.00 | | |
| 0201 2015 10 PLUI | | 60 000.00 | 60 000.00 | 7 000.00 | 60 000.00 | | -7 000.00 |
| 0202 2009 3 AIDES A LA PIERRE | 5 534 959.00 | | 5 534 959.00 | 721 946.00 | 200 000.00 | | 4 613 013.00 |
| 0301 2010 3 REQUALIFICATION PA ET ZA | 713 000.00 | | 713 000.00 | 745 258.00 | | | -32 258.00 |
| 0301 2010 5 ECOPARC II CENTRE DE VIE | 422 000.00 | | 422 000.00 | 465 000.00 | | | -43 000.00 |
| 0301 2010 6 AMENAGEMENT DES PA ET ZA | 273 410.00 | | 273 410.00 | 210 902.00 | | | 62 508.00 |
| 0302 2010 2 VILLAGES D ARTISANS | 1 547 595.00 | | 1 547 595.00 | | | | 1 547 595.00 |
| 0302 2011 2 DISPOSITIF OCM | 1 012 701.50 | 201 366.50 | 1 214 068.00 | 1 204 068.00 | 10 000.00 | | |
| 0303 2012 2 RANDONNEE NAUTIQUE | 100 400.00 | 10 000.00 | 110 400.00 | 124 523.00 | 10 000.00 | | -24 123.00 |
| 0303 2016 2 CROISIERE FLUVIALE | 10 000.00 | 15 000.00 | 25 000.00 | 10 000.00 | 15 000.00 | | |
| 0401 2009 2 AMGT QUALIFICATIF VOIRE | 6 751 652.00 | | 6 751 652.00 | 5 185 302.00 | 582 076.00 | | 984 274.00 |
| 0401 2009 4 PETITS AMGT DE VOIRE | 774 885.00 | | 774 885.00 | 644 455.00 | | | 130 430.00 |
| 0401 2012 2 VOIE VERTE | 474 585.00 | | 474 585.00 | 469 000.00 | | | 5 585.00 |
| 0401 2012 4 REQUALIFICATION DES CENTRES BOURGS | 2 036 000.00 | | 2 036 000.00 | 301 500.00 | 1 225 000.00 | | 509 500.00 |
| 0401 2015 2 OUVRAGES D'ART | | | | 62 000.00 | | | -62 000.00 |
| 0402 2011 2 PDU | 2 545 000.00 | | 2 545 000.00 | 1 718 942.00 | 480 000.00 | | 346 058.00 |
| 0403 2009 2 TRAVAUX MILLIEUX NATURELS | 5 745 793.00 | | 5 745 793.00 | 2 978 315.00 | 260 000.00 | | 2 507 478.00 |
| 0404 2009 2 TRAVAUX RESEAUX HYDRAULIQUE | 806 776.00 | | 806 776.00 | 387 300.00 | 280 000.00 | | 139 476.00 |
| 0504 2017 1 DECHETTERIE LOUVIERS | | 500 000.00 | 500 000.00 | | 200 000.00 | | 300 000.00 |

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions

Annexe 2 : Budget Principal – exercice 2017 Situation des Autorisations d'Engagement et de Crédits de Paiement

B2.1 - SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

| No ou intitulé de l'A.E. | Montant des AE | | | Montant des CP | | | |
|---|--|-----------------------------|---|---|--|--------------------------------------|---|
| | Pour mémoire AE votée y compris ajustement | Révision de l'exercice 2017 | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour 2017) | Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/2017) (1) | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2017 (2) | Restes à financer de l'exercice 2018 | Restes à financer (exercices au delà de 2018) |
| Dépenses | 50 995 257,33 | 7 638 500,00 | 58 637 757,33 | 47 088 963,00 | 7 003 606,00 | 62 600,00 | 1 462 624,33 |
| 0201 2010 PLUI | 20 000,00 | | 20 000,00 | 20 000,00 | | | 20 000,00 |
| 0202 2010 1 GESTION DES AIRES D'ACCUEIL | 316 427,33 | | 316 427,33 | 343 923,00 | | | 64 497,33 |
| 0202 2010 2 RS - ORA-H | 129 000,00 | | 129 000,00 | 20 144,00 | | | 102 856,00 |
| 0202 2010 3 POPAC AMO GARANDIERE | 233 000,00 | | 233 000,00 | 21 250,00 | 50 100,00 | 25 000,00 | 133 650,00 |
| 0302 2011 4 DISPOSITIF OCMI | 321 470,00 | 83 500,00 | 384 470,00 | 321 470,00 | 63 000,00 | | |
| 0302 2015 1 CONVENTION CHA AGGLO SERIE ELURE | 148 100,00 | | 148 100,00 | 19 800,00 | 39 600,00 | 27 600,00 | 31 600,00 |
| 0401 2010 1 VORE - INTERVENTIONS PLU RAINVILLES | 3 726 800,00 | 1 220 000,00 | 4 946 800,00 | 3 726 800,00 | 440 000,00 | | 660 000,00 |
| 0402 2010 1 GESTION DES MILIEUX NATURELS | 1 488 810,00 | | 1 488 810,00 | 874 878,00 | 126 200,00 | | 360 020,00 |
| 0504 2010 1 COLLECTE ORIENTE | 7 862 000,00 | 780 000,00 | 8 642 000,00 | 6 246 000,00 | 780 000,00 | | 2 278 000,00 |
| 0504 2010 2 COLLECTE ORIENTE | 28 358 000,00 | 6 496 500,00 | 41 850 500,00 | 28 602 100,00 | 6 496 500,00 | | 662 900,00 |
| Recettes | 1 295 247,00 | | 1 295 247,00 | 789 187,00 | 112 336,00 | 6 000,00 | 328 725,00 |
| 0201 2015 11 PLUI | | | | 31 772,00 | 10 000,00 | | 48 773,00 |
| 0202 2010 2 GESTION DES AIRES D'ACCUEIL | 622 693,00 | | 622 693,00 | 340 877,00 | | | 282 026,00 |
| 0202 2010 4 RS - ORA-H | 482 547,00 | | 482 547,00 | 270 026,00 | 80 738,00 | | 97 991,00 |
| 0302 2010 3 DISPOSITIF OCMI | 130 117,00 | | 130 117,00 | 144 000,00 | | | -8 081,00 |
| 0302 2015 2 CONVENTION CHA AGGLO SERIE ELURE | 10 000,00 | | 10 000,00 | | 3 600,00 | 6 000,00 | 2 400,00 |

Annexe 3 : Budget Eau Potable Exercice 2017 Situation des Autorisations de Programme et de Crédits de Paiement

B2.1 - SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

| No ou intitulé de l'A.P. | Montant des AP | | | Montant des CP | | | |
|----------------------------------|--|-----------------------------|---|---|--|--------------------------------------|--|
| | Pour mémoire AP votée y compris ajustement | Révision de l'exercice 2017 | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour 2017) | Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/2017) (1) | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2017 (2) | Restes à financer de l'exercice 2018 | Restes à financer (exercices au delà de 2018) (3) |
| Dépenses | 13 285 215,00 | | 13 285 215,00 | 11 341 660,96 | 1 943 000,00 | | 554,04 |
| 0502A2 2010 1 TRAVAU EAU POTABLE | 13 285 215,00 | | 13 285 215,00 | 11 341 660,96 | 1 943 000,00 | | 554,04 |
| Recettes | 3 595 328,00 | | 3 595 328,00 | 1 876 399,08 | 95 200,00 | | 1 623 728,92 |
| 0502A2 2009 2 TRAVAU EAU POTABLE | 3 595 328,00 | | 3 595 328,00 | 1 876 399,08 | 95 200,00 | | 1 623 728,92 |

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

Annexe 4 : Budget Assainissement collectif Exercice 2017 Situation des Autorisations de Programme et de Crédits de Paiement

B2.1 - SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

| No ou intitulé de l'A.P. | Montant des AP | | | Montant des CP | | | |
|---|--|-----------------------------|---|---|--|--------------------------------------|--|
| | Pour mémoire AP votée y compris ajustement | Révision de l'exercice 2017 | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour 2017) | Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/2017) (1) | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2017 (2) | Restes à financer de l'exercice 2018 | Restes à financer (exercices au delà de 2018) (3) |
| Dépenses | 40 164 316,00 | | 40 164 316,00 | 33 100 007,37 | 6 030 000,00 | | 1 024 308,53 |
| 0501A3 2009 2 ASSAINISSEMENT : TRAVAUX EXTENSION | 20 035 689,00 | | 20 035 689,00 | 17 109 206,08 | 2 925 000,00 | | 1 482,92 |
| 0501A3 2009 4 ASSAINISSEMENT : TRAVAUX MISE EN CONFORMITE | 20 118 627,00 | | 20 118 627,00 | 15 990 801,29 | 3 105 000,00 | | 1 022 825,71 |
| Recettes | 31 727 024,00 | | 31 727 024,00 | 27 890 648,79 | 2 002 000,00 | | 1 834 376,21 |
| 0501A3 2009 3 ASSAINISSEMENT : TRAVAUX EXTENSION | 8 250 000,00 | | 8 250 000,00 | 7 713 038,66 | 1 052 000,00 | | -515 038,66 |
| 0501A3 2009 5 ASSAINISSEMENT : TRAVAUX MISE | 23 477 024,00 | | 23 477 024,00 | 20 177 610,13 | 950 000,00 | | 2 349 413,87 |

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

Annexe 5 : Budget Transports Exercice 2017 Situation des Autorisations de Programme et de Crédits de Paiement

B2.1 - SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

| No ou intitulé de l'A.P. | Montant des AP | | | Montant des CP | | | |
|----------------------------------|--|-----------------------------|---|--|---|--------------------------------------|---|
| | Pour memoire AP votée y compris ajustement | Révision de l'exercice 2017 | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour 2017) | Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/2017) | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2017 | Restes à financer de l'exercice 2018 | Restes à financer (exercices au delà de 2018) |
| | | | | (1) | (2) | | (3) |
| Dépenses | 9 110 000.00 | | 9 110 000.00 | 4 316 050.10 | 1 881 000.00 | 400 000.00 | 2 512 949.90 |
| 0503A4 2010 1 RESEAUTIQUE | | | 470 000.00 | 428 416.00 | | | 41 584.00 |
| BILLETIQUE | 470 000.00 | | 470 000.00 | | | | |
| 0503A4 2011 3 A GRANDISSEMENT | | | 4 300 000.00 | 1 036 865.11 | 1 251 000.00 | | 2 012 134.89 |
| DEPOT TRANSBORD | 4 300 000.00 | | 4 300 000.00 | | | | |
| 0503A4 2012 1 BUS : | | | 2 600 000.00 | 2 185 068.99 | 410 000.00 | | 4 931.01 |
| RENOUVELLEMENT PARC | 2 600 000.00 | | 2 600 000.00 | | | | |
| 0503A4 2013 1 BUS : RENFORCEMENT | | | 1 740 000.00 | 665 700.00 | 220 000.00 | 400 000.00 | 454 300.00 |
| PARC | 1 740 000.00 | | 1 740 000.00 | | | | |
| Recettes | 260 000.00 | | 260 000.00 | 228 814.29 | | | 31 185.71 |
| 0503A4 2011 4 RESEAUTIQUE | | | 260 000.00 | 228 814.29 | | | 31 185.71 |
| BILLETIQUE | 260 000.00 | | 260 000.00 | | | | |

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

Annexe 6 : Budget Activités économique, artisanale et commerciale Exercice 2017 Situation des Autorisations de Programme et de Crédits de Paiement

B2.1 - SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

| No ou intitulé de l'A.P. | Montant des AP | | | Montant des CP | | | |
|-------------------------------------|--|-----------------------------|---|--|---|--------------------------------------|---|
| | Pour memoire AP votée y compris ajustement | Révision de l'exercice 2017 | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour 2017) | Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/2017) | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2017 | Restes à financer de l'exercice 2018 | Restes à financer (exercices au delà de 2018) |
| | | | | (1) | (2) | | (3) |
| Dépenses | 7 533 000.00 | | 7 533 000.00 | 3 059 329.29 | 280 000.00 | | 4 193 670.71 |
| 0301B 2012 1 VILLAGE D'ARTISANS PDA | | | 3 022 000.00 | 2 946 869.20 | | | 75 130.80 |
| 0301B 2014 6 VILLAGE ARTISANS ART | 3 022 000.00 | | 3 022 000.00 | 73 330.00 | 170 000.00 | | 2 567 670.00 |
| 0301B 2014 8 VILLAGE ARTISANS VDR | 2 811 000.00 | | 2 811 000.00 | 39 130.09 | 110 000.00 | | 1 550 869.91 |
| Recettes | 1 279 000.00 | | 1 279 000.00 | 715 949.54 | 162 500.00 | | 410 550.46 |
| 0301B 2012 2 VILLAGE D'ARTISANS | | | 705 000.00 | 715 949.54 | | | -10 949.54 |
| 0301B 2014 7 VILLAGE ARTISANS ART | 705 000.00 | | 705 000.00 | | 162 500.00 | | 421 500.00 |
| | 574 000.00 | | 574 000.00 | | | | |

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

16-361 - FINANCES LOCALES – DIVERS – ACTION SOCIALE – Avance de trésorerie de la part de la Communauté d'agglomération Seine-Eure au bénéfice du Centre intercommunal d'action sociale – Autorisation

Sur rapport de Monsieur DELAMARE, le conseil communautaire décide à l'unanimité de procéder à une avance trésorerie d'un montant de 200 000 € au bénéfice du Centre intercommunal d'action sociale, mobilisable dès le mois de décembre 2016.

Le Conseil communautaire dit également :

- que cette avance de trésorerie servira uniquement à faire face aux besoins de paiement des charges de personnel et de fonctionnement sur les mois de décembre 2016, janvier et février 2017,
- que cette avance de trésorerie sera remboursée en 2018, après la décision de prise en compte du besoin de financement 2016 du CIAS par le Conseil départemental ;
- que cette avance de trésorerie ne donnera pas lieu au paiement d'intérêts.

16-362 - FINANCES LOCALES – DIVERS – Remises gracieuses de dettes – Autorisation

Sur rapport de Monsieur DELAMARE, le conseil communautaire accepte à l'unanimité :

- la remise gracieuse de dette au profit la société TC-DH pour un montant total de 140 411,06 €,
- la remise gracieuse de dette au profit de la SEM SODEVIL tant pour les créances monétaires d'un montant total de maximum de 44 598 €, que pour les créances non monétaires.

A l'issue du vote de cette délibération, Monsieur FRAISSE a questionné Monsieur LEROY sur les raisons de l'échec de la société TC-DH et sur les conditions de réussite du nouveau repreneur.

Monsieur LEROY a répondu :

« Il y avait, à Heudebouville, un restaurant routier qui fonctionnait très bien. Tellement bien que l'affluence engendrait des problèmes de stationnement sur la D 6015.

Lorsque nous avons créé le centre de vie, nous lui avons proposé de transférer son activité sur ECOPARC2, dans le centre de vie réalisé par l'Agglomération, équipé pour recevoir les routiers convenablement. L'affaire n'a malheureusement pas marché parce que le gérant a rencontré de graves problèmes de trésorerie. Disons, pour résumer, qu'il confondait la trésorerie du restaurant avec son compte personnel.

Madame MAUGER a repris et relancé l'affaire mais, devant ouvrir de 4 h 00 à 22 h 00, devant faire face à un public exigeant, très nombreux comme l'atteste le parking toujours plein, elle n'a pas réussi à trouver un modèle économique équilibré. D'où les dettes créées au fil du temps.

Nous avons donc lancé un appel à candidature et avons trouvé un vrai restaurateur, ayant une approche professionnelle de la gestion de ce type d'établissement et qui devrait, souhaitons-le, payer les loyers.

Les problèmes rencontrés dans la gestion de ce restaurant posent la problématique de la création ex-nihilo d'un centre de vie. Mais ECOPARC2 se remplit bien et nous sommes confiants vis-à-vis du restaurateur.

Je signale également que la remise gracieuse de cette dette de 140 000 euros ne vient pas en moins. Nous avons pris cette décision pour poursuivre, maintenir l'activité et préserver l'emploi ».

A son tour, Monsieur ZOUTU souligne que *« ce restaurant est quelque chose de très bien pour les ECOPARC puisque les salariés vont s'y restaurer. Je rappelle également que Madame MAUGER avait repris une situation catastrophique. Le nouveau repreneur devrait être un bon gestionnaire »* conclut-il.

16-363 - FINANCES LOCALES – DIVERS – Budget annexe n°10008 Réseau Haut Débit – Clôture au 31 décembre 2016

Sur rapport de Monsieur DELAMARE, le conseil communautaire approuve à l'unanimité la clôture du budget N° 10008 Réseau Haut Débit enregistré sous le numéro de Siret suivant 20003566500096 au 31 décembre 2016.

A l'issue du vote de toutes les délibérations liées aux finances, Monsieur DELAMARE a souhaité remercier *« tous les experts en finances publiques des services de l'Agglomération qui ont énormément travaillé afin de présenter les délibérations votées ce soir ».*

16-364 - DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES – AMENAGEMENT DU TERRITOIRE –
ADMINISTRATION GENERALE – Protocole d'accord relatif au financement du complément du
demi-diffuseur de Heudebouville sur l'Autoroute A13 concédée à la Société des autoroutes
Paris-Normandie – Autorisation

Monsieur LEROY ouvre le vote de cette délibération en indiquant que « depuis longtemps, les maires se battent pour obtenir des diffuseurs. Sur l'A13 et dans le programme national d'aménagement, c'est le diffuseur d'Heudebouville qui a été retenu et financé.

Mais l'Etat demande la participation financière des collectivités territoriales. Nous sommes donc parvenus à un accord. La Région prendra en charge 2M€ et le CD27 s'acquittera d'un million d'euros. Quant à la CASE, elle versera 1 M€. La Région et le Conseil départemental ont déjà voté Pour.

Aussi, je vous propose d'apporter notre contribution financière à la réalisation de ce diffuseur. C'est important ! Cela n'a jamais été fait !

La réalisation de ce demi-diffuseur soulagera les communes d'Heudebouville et Vironvay d'un important trafic routier et améliorera la qualité de vie des habitants ».

Monsieur FRAISSE ne partage pas du tout ce point de vue et déclare :

« A l'heure des COP21 et COP22, l'Etat a injecté un milliard d'euros dans les autoroutes génératrices d'une grande part des gaz à effet de serre dus au transport. Ainsi que d'autres nuisances.

Pourtant, les concessionnaires des autoroutes font déjà suffisamment de bénéfices pour entretenir et moderniser les infrastructures qu'elles exploitent.

En plus de cela, les collectivités locales leurs viennent encore en aide pour améliorer l'infrastructure. L'Agglomération Seine-Eure va donner un million d'euros pour l'échangeur d'Heudebouville.

Pendant ce temps, des bénévoles essayent tant bien que mal de développer les déplacements propres avec des moyens ridicules. Pourtant, ils mènent une réelle mission de service public pour compenser le manque d'engagement de l'Etat et des collectivités locales.

Je vous parle de cela car, à l'heure qu'il est, les associations nationales en faveur du vélo (FUB, AF3V, Heureux Cyclage, Départements et Régions Cyclables, France Vélo Tourisme) n'ont toujours pas reçu les subventions de l'année 2016 qui s'élèvent seulement à 250 000 € mais qui sont indispensables à la dynamique nationale du vélo.

Donc, ne comptez pas sur ma voix pour subventionner le transport routier polluant » tranche-t-il.

A son tour, Monsieur JAMET rappelle les propos qu'il a tenus lors du dernier Bureau communautaire. « Il est indispensable que nous abordions le problème des trois diffuseurs de Criquebeuf, Incarville/Val de Reuil et Heudebouville dans leur ensemble.

Je l'ai dit et le répète ; la question des flux sur l'échangeur de Val de Reuil/Incarville et du rond-point des Clouets va vite se poser, notamment dans le cadre de la future liaison A28/A13 ».

De son côté, Monsieur LEVITRE développe une autre vision du dossier :

« Ce n'est pas l'utilité du diffuseur qui est en cause. C'est son paiement par de l'argent public alors que les profits réalisés par les sociétés concessionnaires des autoroutes sont énormes. Ce financement, c'est comme pour le contournement Est de Rouen : on ne sait plus rien faire sans privatiser !

A propos du contournement Est de Rouen, je réitère ma demande : il faut, au sein de cette assemblée, discuter du message que nous allons porter au Ministère :

- il n'est pas question de tergiverser sur le péage. ;
- on ne veut pas du barreau eurois,
- nous voulons un franchissement de la Seine en 2x1 voies.

Je pense qu'il faut une position commune, ferme, défendue tous ensemble ».

Monsieur DELAMARE suggère d'ajouter dans la délibération, un paragraphe faisant allusion à la nécessité d'aménager concomitamment les diffuseurs de Criquebeuf et de Val de Reuil/Incarville.

Monsieur LEROY répond aux remarques formulées :

« Sur les considérations nationales liées aux associations d'usagers de la bicyclette, je n'ai pas à commenter. Je rappellerai simplement à Alexis FRAISSE que nous soutenons, au sein de cette assemblée, la création de voies vertes. Nous considérons que l'Agglomération Seine-Eure est un terrain idéal pour favoriser la pratique du vélo. Et le vélo, c'est bon pour tout le monde !

Sur l'aménagement du diffuseur de Criquebeuf : nous avons fait ressortir un dossier datant de 2011 dans lequel était évoqué l'aménagement de shunts destinés à fluidifier le trafic.

Nous nous battons pour mettre en œuvre une solution qui convienne à tout le monde » souligne-t-il.

Le cabinet TRANSITEC, que nous connaissons déjà, sera contacté pour chiffrer l'étude demandée par Monsieur JAMET

Monsieur JAMET se déclare en accord avec les propos tenus par Monsieur LEVITRE sur le futur barreau euros.

Sur rapport de Monsieur LEROY, **par 61 voix POUR et 3 voix CONTRE**, le conseil communautaire :

- accepte de signer le protocole d'accord relatif au financement du complément du demi-diffuseur d'Heudebouville,
- accepte le montant de la participation à hauteur de 1 000 000 € (non soumise à la TVA).

16-365 - DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES – HABITAT-LOGEMENT – Fonds façades – Dispositif d'aides

Au terme de la présentation de cette délibération, Monsieur FRAISSE fait part de ses regrets :

« Il aurait fallu augmenter le pourcentage d'aide à la rénovation thermique des bâtiments. Cette délibération n'incite pas beaucoup aux travaux d'isolation. Quant aux sommes en jeu, j'estime que 2 500 €, cela ne fait pas beaucoup »...

« C'est un début ! répond Monsieur JACQUET. Les décisions modificatives budgétaires, que nous prenons régulièrement, nous permettront de réajuster s'il le faut. Je ne vous cache pas que, dans un premier temps, nous avons souhaité être raisonnables.

Par rapport à votre suggestion, vis-à-vis des sommes consacrées à la rénovation énergétique, je dois avouer que ce n'est pas si simple. De nombreuses maisons ne le permettent pas. L'exemple qui me vient spontanément en tête, c'est celui des maisons à pans de bois.

Je ne pense pas qu'il faut que nous devenions des ayatollah de la rénovation mais, plutôt, que nous prenions en compte la diversité des habitats rencontrés sur le territoire ».

« Je constate également que les toitures sont exclues, reprend Monsieur FRAISSE. C'est un peu dommage »...

« La Maison de la rénovation est aussi là pour aider à l'isolation des combles, rappelle Monsieur JACQUET. Ce qui n'est pas le cas du fonds façades. Vous le constatez, nos dispositifs se croisent et se complètent » conclut-il.

Sur rapport de Monsieur JACQUET, le conseil communautaire décide à **l'unanimité** de valider le dispositif d'aide financière « fonds façades » comme décrit ci-après et décide de mettre en application ces modalités à compter du 1^{er} janvier 2017.

Annexe - Fonds Façades Règlement d'octroi des aides

Public visé

Tout propriétaire privé ou son mandataire (joindre une procuration) ou représentant des copropriétés souhaitant effectuer des travaux de rénovation de façades.

Sont exclus les propriétaires institutionnels (exemple : banques et groupes d'assurance) et les personnes morales de droit public (poste, écoles, perception).

Les locataires peuvent bénéficier de la subvention, sous réserve de l'accord préalable du propriétaire.

Type de logement

Tout type de logement situé sur le territoire de l'Agglomération Seine-Eure et respectant les critères du CITE (Crédit d'Impôt Transition Energétique).

Nature des travaux

Travaux de réparation, d'étanchéité ou de remise en état d'origine des façades.

Isolation par l'extérieur.

Les travaux d'entretien courant ne sont pas concernés (simple peinture).

Sont exclus les travaux concernant la toiture, les créations d'ouvertures, le changement de menuiseries, les murs de clôtures.

Plafond de ressources : aucun

Conditions

La subvention portera :

- Pour les logements individuels : sur l'ensemble des travaux de rénovation des façades, ou sur les travaux d'isolation par l'extérieur.
- Pour les immeubles collectifs : la demande devra être effectuée par le syndic ou le conseil syndical au nom de la copropriété. Les plafonds par copropriété seront les suivants :
 - Les travaux seront réalisés par des artisans inscrits au registre du commerce et de l'industrie.
 - Les travaux d'isolation par l'extérieur seront réalisés par des artisans ayant les qualifications demandées par le CITE (Crédit d'Impôt Transition Energétique).

Pour garantir la cohérence du dispositif mis en place, la Maison de la Rénovation de l'Agglomération sera le relais et la porte d'entrée obligatoire à l'obtention de la subvention fonds façades.

Toute personne souhaitant bénéficier de cette aide devra obligatoirement faire l'objet d'un suivi par un conseiller de la Maison de la Rénovation.

Taux de l'aide

- 15% du montant des travaux de ravalement plafonnés à 1 000€ (5 000 € dans le cas d'une copropriété) de subvention pour les ravalements de façade ne comprenant pas de rénovation énergétique.
- 15% du montant des travaux de ravalement/isolation plafonnés à 2 500€ (10 000 € dans le cas d'une copropriété) de subvention pour les projets comprenant de la rénovation énergétique.

Pièce à fournir pour l'instruction

- Fiche de synthèse réalisée par le technicien de la Maison de la Rénovation
- Devis
- Déclaration préalable de travaux
- Pour les copropriétés : compte-rendu de l'AG autorisant les travaux

16-366 - DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES – HABITAT-LOGEMENT – Dispositif d'aide à l'amélioration de l'habitat privé – Mise en place du fonds d'avance

Sur rapport de Monsieur JACQUET et à l'**unanimité**, le conseil communautaire décide :

- de mettre en place le dispositif d'avance,

- la mise en place à compter du 1^{er} janvier 2017 des aides en gestion de l'Agglomération. Ces aides s'éteignent à la fin du dispositif PIG 2015-2018 ;
- valide le dispositif d'aide financière « fonds d'avance » comme décrit ci-après ;
- dit que ce dispositif pourra être corrigé à la suite de l'évolution des régimes d'avances de partenaires ou à la suite de l'évaluation de mise en œuvre des aides.

Annexe – Fonds d'avance **Règlement**

Public visé

Tout propriétaire privé occupant (PO) ayant reçu un ou plusieurs accords de subvention d'un ou plusieurs partenaires du PIG.

Type de logement

Tout type de logement situé sur le territoire de l'Agglomération Seine-Eure et répondant aux critères d'éligibilités du PIG.

Nature des travaux

Tout type de travaux répondant aux critères d'éligibilités PIG.

Plafond de ressources

Critères d'éligibilités PIG.

Conditions

L'Agglomération suite à l'examen du plan de financement du projet, du plan de trésorerie et sur demande du particulier, valide l'utilisation du fonds d'avance.

Le propriétaire occupant et l'Agglomération concluent une convention dans laquelle :

- le bénéficiaire donne procuration à l'Agglomération pour les subventions,
- l'Agglomération s'engage, via le fonds d'avance, à verser aux particuliers les sommes correspondantes aux factures présentées par les entreprises (factures d'acompte, factures intermédiaires...).

Taux de l'avance

Le versement du fonds d'avance se fera en 2 temps :

- 95% du montant de la subvention auquel est soustrait le total des avances possibles via les partenaires, sera versé après signature de la procuration ;
- Les 5% restant seront conservés en cas de baisse de la subvention constatée au moment du solde du dossier après travaux. Le solde sera recalculé et versé au particulier après la visite de fin de travaux et la remise des factures définitives des travaux.

Le montant accordé par foyer sera compris entre 500€ et 10 000 €.

Priorisation

Le nombre de dossiers sera fonction de l'enveloppe disponible. La priorisation se fera en fonction de l'ordre de dépôt des dossiers auprès des partenaires.

Pièce à fournir pour l'instruction

- Copie des notifications d'accord de subvention
- Convention entre le particulier et l'Agglomération Seine-Eure
- Procuration pour la perception des fonds par l'Agglomération Seine-Eure signée.

16-367 - DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES – HABITAT–LOGEMENT – Dispositif de soutien au parc locatif aidé

Sur rapport de Monsieur JACQUET et à l'unanimité, le conseil communautaire :

- dit que cette délibération annule et remplace toutes les délibérations prises antérieurement concernant des aides au logement locatif aidé / public / social,
- décide d'appliquer le dispositif de participation à la production de logements locatifs aidés en fonction de la grille du PLH en annexe 2, telle que décrite dans la présente délibération et suivant les données disponibles dans les référentiels annexés au PLH et les données actualisées,
- décide d'appliquer le dispositif de participation en mobilisant les données disponibles dans les référentiels annexés au PLH actualisés,
- décide d'appliquer le dispositif de participation à l'amélioration du parc de logements locatifs aidés en fonction de la grille du PLH
- autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer et à mettre les conventions ou documents permettant la mise en œuvre de ce dispositif,

Le Conseil communautaire dit également :

- qu'une enveloppe fongible est votée chaque année dans le cadre du PLH et qu'elle sera ponctionnée en fonction du besoin,
- que les demandes seront présentées préalablement au conseil communautaire à la commission parcours résidentiel en charge du PLH ou au vice- président chargé du PLH,
- que les organismes bailleurs publics s'engagent à fournir à l'Agglomération tous les justificatifs nécessaires à l'instruction, à la vérification de l'atteinte des critères, et des compléments d'informations relatifs à l'opération.

16-368 - FINANCES LOCALES – FONDS DE CONCOURS – HABITAT-LOGEMENT – Travaux de réhabilitation énergétique – Salle des fêtes de Criquebeuf sur Seine – Autorisation

Sur rapport de Monsieur JACQUET, le conseil communautaire accepte à l'**unanimité** de verser un fonds de concours d'un montant de 5 320 € à la commune de Criquebeuf sur Seine au titre des économies d'énergie.

Le conseil communautaire dit également que ce montant est définitif et ne pourra pas augmenter en fonction du coût du projet. Toutefois, dans l'hypothèse où le coût réel serait inférieur à l'enveloppe prévisionnelle, la participation financière de l'Agglomération Seine-Eure sera recalculée en fonction du montant réel des travaux.

16-369 - FINANCES LOCALES – FONDS DE CONCOURS – HABITAT-LOGEMENT – Aide à l'installation d'horloges astronomiques pour le patrimoine communal – Autorisation

Sur rapport de Monsieur JACQUET, le conseil communautaire décide à l'**unanimité** de verser un fonds de concours au titre des économies d'énergie aux communes suivantes :

- Dossier de la commune d'Acquigny : 1 800 €,
- Dossier de la commune du Manoir sur Seine : 500 €.

Le conseil communautaire dit également que ce montant est définitif et ne pourra pas augmenter en fonction du coût du projet. Toutefois, dans l'hypothèse où le coût réel serait inférieur à l'enveloppe prévisionnelle, la participation financière de l'Agglomération Seine-Eure sera recalculée en fonction du montant réel des travaux.

16-370 - DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES – HABITAT-LOGEMENT – Modification du dispositif de complément financier au « Chèques Energies Audit » – Autorisation

Sur rapport de Monsieur JACQUET, le conseil communautaire décide à l'**unanimité** de valider le dispositif d'aide financière complémentaire au « chèque éco énergie » de la Région Normandie tel que décrit ci-après et décide de mettre en application ces modalités à compter du 1^{er} janvier 2017.

Complément financier
au dispositif de « chèque éco énergie » de la Région Normandie

Présentation du dispositif

Le dispositif proposé s'inscrit dans les mêmes perspectives que celles du « chèque éco énergie » de la Région Normandie.

Reprendre ces mêmes conditions permettra une instruction de dossier plus rapide par les services de l'Agglomération Seine-Eure.

Conditions d'éligibilité

L'aide financière s'adresse aux propriétaires privés, occupants ou bailleurs conventionnés (ANAH), porteurs d'un projet de rénovation pour une maison individuelle de plus de 15 ans située sur le territoire de l'Agglomération Seine-Eure.

Application du dispositif

L'Agglomération Seine-Eure complètera l'aide financière accordée par la Région pour la prise en charge de l'audit énergétique à raison de :

- 60% du montant du reste à charge (coût de l'audit déduit de l'aide de la région) plafonné à 250€
- 100% du montant du reste à charge (coût de l'audit déduit de l'aide de la région) plafonné à 400€ pour les personnes éligibles au programme « Habiter mieux » de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH).

Plafond de ressources ANAH

| Nombre de personnes composant le ménage | Plafond de ressources... | |
|---|--|---|
| | des ménages à ressources « très modestes » (1) | des ménages à ressources « modestes » (2) |
| 1 | 14 308 | 18 342 |
| 2 | 20 925 | 26 826 |
| 3 | 25 166 | 32 260 |
| 4 | 29 400 | 37 690 |
| 5 | 33 652 | 43 141 |
| Par personne supplémentaire | 4 241 | 5 434 |

Il est à noter que :

- Le financement sera possible pour les chèques audits accordés et payés par la Région à condition que les travaux n'aient pas été engagés.
- Pour garantir la cohérence du dispositif mis en place, la Maison de la Rénovation de l'Agglomération sera le relais et la porte d'entrée obligatoire à l'obtention du complément financier au « chèque éco énergie ».
- Toute personne souhaitant bénéficier de cette aide devra obligatoirement faire l'objet d'un suivi par un conseiller de la Maison de la Rénovation

16-371 - FINANCES LOCALES – SUBVENTION – DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – Chambre de Commerce et de l'Industrie *Portes de Normandie* – Signature d'une convention – Autorisation

Sur rapport de Monsieur MOGLIA et à l'unanimité, le conseil communautaire :

- accepte de passer une convention avec la Chambre de Commerce et de l'Industrie *Portes de Normandie* pour une durée de trois ans,
- accepte de verser une subvention d'un montant total de 120 000 € au maxima sur les trois exercices,
- accepte le plan de financement au titre de l'année 2017.

Plan de financement de l'année 2017 :

| Propositions | Agglo en € | CCI en € | TOTAL TTC en € |
|---|---------------|---------------|----------------|
| Analyse des potentiels d'implantation sur les ZA existantes | 7 020 | 2 340 | 9 360 |
| Étude du potentiel hôtelier de l'Agglomération | 10 500 | 3 500 | 14 000 |
| Permanences créateurs repreneurs / hebdo / locaux ASE (voir fiche) | 8 127 | 2 709 | 10 836 |
| Atelier "Envie de vous lancer" (voir fiche) | 720 | 0 | 720 |
| Atelier "Micro-Entrepreneur" (voir fiche) | 720 | 0 | 720 |
| Stage "5 jours pour Entreprendre" (voir fiche) | 1 200 | 0 | 1 200 |
| Animation des entreprises en pépinières (à préciser sur base de 6 " petit-déjeuner " in situ) | 1 500 | 500 | 2 000 |
| Déploiement du réseau de pros de l'accueil " Bienvenue en Normandie " (30 ent. / 4J) | 0 | 3 120 | 3 120 |
| Animation des entreprises du réseau BEN (base 30 entreprises) | 5 720 | 1 900 | 7 620 |
| Appui à la mise en place de l'ingénierie des aides à l'immobilier ASE/Région (5J) | 2 925 | 975 | 3 900 |
| Accompagnement des projets d'entreprises (aides à l'immobilier) | 9 750 | 9 750 | 19 500 |
| Boutique Test | 11 700 | 3 120 | 14 820 |
| TOTAL | 59 882 | 27 914 | 87 796 |

Il est également précisé que le montant total de cette convention, sur 3 exercices, ne pourra excéder une somme de 120 000 €.

16-372 - DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES – AMENAGEMENT DU TERRITOIRE – DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE – Aménagement d'une zone d'activités, sur les terrains dits de la chaussée sur la Commune d'Alizay – Convention d'engagement entre la commune d'Alizay, l'Agglomération Seine-Eure, la société A.T.C. et la SCI LES GENETAIS – Modification – Autorisation

Sur rapport de Monsieur MOGLIA, le Conseil communautaire décide à l'**unanimité** de modifier le projet de convention d'engagement afin d'y inclure un quatrième signataire, la SCI LES GENETAIS, en qualité de propriétaire des parcelles actuellement exploitées par la société A.T.C.

Le Conseil communautaire dit également que les autres clauses de la convention initiale restent inchangées et autorise Monsieur le Président, ou son représentant, à signer la convention d'engagement modifiée entre l'Agglomération Seine-Eure, la commune d'Alizay, la société A.T.C. et la SCI LES GENETAIS ainsi que tout document s'y rapportant.

16-373 - DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES – AMENAGEMENT DU TERRITOIRE – URBANISME PLANIFICATION ET FONCIER – Commune d'Heudebouville – ZAC « ECOPARC 2 » – Vente à la Société BATOLOGISTIC

Sur rapport de Monsieur MOGLIA et à l'**unanimité**, le conseil communautaire :

- approuve le compromis de vente signé le 26 septembre 2016 afin de vendre une parcelle de terrain de 107 365 m² au prix de 15 Euros Hors Taxe du m² au profit de la Société

- BATILOGISTIC représenté par Monsieur Gilles Faure avec la possibilité de substitutions au profit de toute société légalement constituée ;
- autorise à se substituer un tiers à l'acquéreur dans le bénéfice du présent compromis et de ses suites s'il s'agit :
 - d'une ou plusieurs sociétés spécialement constituées pour l'acquisition du terrain et/ou la construction et la mise à bail du bâtiment au profit des futurs exploitants,
 - d'une société réalisant et finançant la construction des installations de l'acquéreur dans le cadre d'un contrat de crédit-bail,
 - d'une ou plusieurs sociétés filiales d'exploitation de l'acquéreur, existantes ou à créer,
 - en cas de substitution, une nouvelle délibération au profit de l'acquéreur sera nécessaire ;
 - autorise le Président ou son représentant à signer le cahier des charges de cessions de terrain qui sera annexé à l'acte de vente définitif ;
 - autorise le Président ou son représentant à poursuivre les transactions foncières et à signer tous documents à intervenir dans ce cadre dont les actes de vente définitifs ;
 - dit que les frais relatifs à cette acquisition sont à la charge de l'acquéreur.

A l'issue du vote de cette délibération, Monsieur LEROY s'est félicité :

« C'est une très belle implantation qui permettra l'arrivée de la société FM Logistic, spécialisée dans la logistique des parfums, de la cosmétique et des produits de luxe. La première tranche de construction porte sur une surface de 24 000 m². L'arrivée de cette société confirme notre position stratégique.

Le site sera un site de préparation de commandes et emploiera de la main d'œuvre pas très qualifiée, mais habile de ses mains. Cette belle implantation confirme également notre stratégie de développement économique ».

A son tour, Monsieur MOGLIA souligne que l'entreprise *« réalise un chiffre d'affaire d'un milliard d'euros. Il s'agit d'un groupe familial, présent dans 13 pays et qui pourrait reprendre les salariés d'Hermès à la fin de leur CDD ».*

16-374 - DOMAINE ET PATRIMOINE – AMENAGEMENT DU TERRITOIRE – URBANISME PLANIFICATION ET FONCIER – Commune des Damps – Acquisition de l'ancien site Bosch – Parcelles cadastrées A 1018, 1890 et 1896 – Le Camp

Sur rapport de Monsieur MOGLIA, le conseil communautaire décide à l'**unanimité** d'acquérir les parcelles situées sur la commune des Damps, cadastrées section A numéro 1 018 d'une contenance de 1 265 m², numéro 1 890 d'une contenance de 8 104 m² et numéro 1 896 d'une contenance de 14 396 m², soit une contenance totale de 23 765 m², appartenant à la commune des Damps.

Le Conseil communautaire dit également :

- que cette acquisition est consentie moyennant le prix de 142 590 € HT, auquel il convient d'ajouter la TVA à 20 %, soit la somme de 28 518 €, soit un prix total de 171 108 € TTC,
- que les frais et honoraires divers, liés à cette opération sont à la charge de l'acquéreur.

16-375 - DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES – AMENAGEMENT DU TERRITOIRE – PROJETS URBAINS – Reconversion de la friche Labelle à Saint Pierre du Vauvray – Avenant à la convention d'étude avec l'EPF Normandie au titre du fonds friche

Sur rapport de Monsieur WUILQUE et à l'**unanimité**, le conseil communautaire :

- approuve le nouveau montant de l'enveloppe maximale allouée aux études de reconversion pour la friche Labelle à Saint Pierre du Vauvray porté à 125 000 € TTC, ainsi que la participation de l'Agglomération portée à 62 500 € TTC,
- l'avenant n°1 à la convention d'étude pour le site Labelle à Saint Pierre du Vauvray à souscrire avec l'EPF Normandie intégrant les modifications de l'enveloppe financière maximale allouée.

| REPARTITION DES DEPENSES | MONTANTS TTC CONVENTION INITIALE | MONTANTS TTC AVENANT A LA CONVENTION | CLES DE REPARTITION |
|--------------------------|--|--|------------------------|
| REGION NORMANDIE | 18 750 € | 31 250 € | 25 % du TTC |
| EPFN | 18 750 € | 31 250 € | 25 % du TTC |
| AGGLOMERATION SEINE EURE | 37 500 € | 62 500 € | 50 % du TTC |
| TOTAL | 75 000 € TTC | 125 000 € TTC | 100 % |

16-376 - DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES – AMENAGEMENT DU TERRITOIRE – URBANISME, PLANIFICATION ET FONCIER – Commune de Criquebeuf-sur-Seine – Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan d’occupation des sols – Projet d’extension de la zone d’activités du Bosc Hétrel – Engagement de la procédure

A l’issue de la présentation de cette délibération, Monsieur FRAISSE s’est insurgé :

« Ce projet d’extension est prévu d’être implanté sur un espace naturel agricole, d’où la nécessité de modifier le PLUI. Faut-il rappeler qu’en France, la surface d’un département disparaît tous les 7 ans du fait de l’artificialisation des sols ?

On ne peut pas compenser un espace naturel par un autre. Pourquoi vouloir implanter à cet endroit, absolument, alors qu’il faudrait mieux travailler sur la résorption des friches industrielles » ?

Monsieur DELAMARE précise qu’il s’agit « du site d’une ancienne sablière. Lors de son exploitation, une épaisseur de 7 à 8 mètres de sable a été enlevée. Le sol n’a pas de valeur agronomique. Il s’agit d’une prairie sèche, caillouteuse. Et il y a eu des compensations trouvées sur d’autres communes pour permettre l’extension de la zone du Bosc Hétrel ».

Monsieur FRAISSE n’en démord pas :

« Alors pourquoi ce site était-il classé en espace naturel agricole ? De plus, la compensation, c’est une supercherie. On ne peut pas recréer de l’espace naturel agricole. Même en y apportant des terres. Il faut, au minimum, 30 ans avant que les terres puissent être cultivées ».

Monsieur DELAMARE répond une nouvelle fois que les sols de ce secteur « n’ont aucune valeur agronomique ».

A son tour, Monsieur LEROY précise :

« La zone dont nous parlons est un fond de carrière au sol extrêmement pauvre. L’ancien exploitant est arrivé sur un sol dur, caillouteux, qui ne peut être cultivé.

Vous avez parlé des friches industrielles. Vous avez raison ! Nous travaillons actuellement à la résorption des friches LABELLE, CINRAM, BOSCH et ASEO, à Alizay ».

Sur rapport de Monsieur DELAMARE, **par 63 voix POUR et 1 voix CONTRE**, le conseil communautaire engage la procédure de déclaration de projet ainsi que de mise en compatibilité du plan d’occupation des sols de la commune de Criquebeuf-sur-Seine, afin de permettre la réalisation du projet d’extension de la zone d’activités du Bosc-Hétrel, et autorise Monsieur le Président à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

Le Conseil communautaire dit également que la délibération fera l’objet d’un affichage au siège de l’Agglomération Seine-Eure et à la mairie de Criquebeuf-sur-Seine durant un mois. Une mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département.

16-377 - DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES – AMENAGEMENT DU TERRITOIRE – URBANISME, PLANIFICATION ET FONCIER – Commune de Criquebeuf-sur-Seine – Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan d'occupation des sols – Projet d'extension de la carrière STREF – Engagement de la procédure

La présentation de cette délibération a conforté Monsieur FRAISSE dans sa position :

« Voici, de nouveau, une délibération qui porte sur des terres naturelles et agricoles. Elle développe l'exact contraire de la délibération précédente.

Les granulats commencent à devenir rares. Or, on autorise leur exploitation à la fois pour les routes et comme matériaux de construction. Il faut se poser la question de leur remplacement dans la construction par l'utilisation du bois. De plus, on, utilise les granulats pour construire des routes alors que notre réseau routier est déjà extrêmement dense et que nous avons toutes les peines du monde à l'entretenir.

Vous mettez en avant les 25 emplois préservés sur le site. Je pense de mon côté qu'on ne peut pas tout justifier au nom de l'emploi ».

Sur rapport de Monsieur DELAMARE, **par 63 voix POUR et 1 voix CONTRE**, le conseil communautaire engage la procédure de déclaration de projet et de mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de la commune de Criquebeuf-sur-Seine afin de permettre l'extension de la carrière STREF et autorise Monsieur le Président à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

Le Conseil communautaire dit également que la délibération fera l'objet d'un affichage au siège de l'Agglomération Seine-Eure et à la mairie de Criquebeuf-sur-Seine durant un mois. Une mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département.

16-378 - DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES – AMENAGEMENT DU TERRITOIRE – URBANISME, PLANIFICATION ET FONCIER – Commune du Vaudreuil – Elaboration du règlement local de publicité – Reprise de la procédure par l'Agglomération

Sur rapport de Monsieur DELAMARE, le conseil communautaire décide à **l'unanimité** de reprendre la procédure d'élaboration du règlement local de publicité engagée par la commune du Vaudreuil.

16-379 - DOMAINE ET PATRIMOINE – AMENAGEMENT DU TERRITOIRE – URBANISME PLANIFICATION ET FONCIER – Sollicitation de l'Etablissement public foncier de Normandie pour acquérir, constituer une réserve foncière et intégrer l'opération au Programme d'Action Foncière – Propriétés GASTEL et SPOLIDOR

Sur rapport de Monsieur WUILQUE et à **l'unanimité**, le conseil communautaire décide d'acquérir :

- La propriété sise 13 rue de l'Abbaye Sans Toile à Pont de l'Arche, cadastrée section B numéro 190 pour 157 m², numéro 1 004 pour 18 m² et numéro 1 714 pour 683 m², soit une contenance totale de 858 m², appartenant à Madame GASTEL,
- La propriété sise 6 rue Jean Prieur à Pont de l'Arche, cadastrée section B numéro 1 697 pour 364 m² et numéro 1 715 pour 733 m², soit une contenance totale de 1 097 m², appartenant à Monsieur SPOLIDOR.

Le Conseil communautaire demande l'intervention de l'Etablissement public foncier de Normandie pour procéder à l'acquisition de ces parcelles, constituer une réserve foncière et intégrer l'opération au Programme d'Action foncière en cours de réactualisation et s'engage à racheter ces parcelles dans un délai maximum de cinq ans.

16-380 - DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES – POLITIQUE DE LA VILLE – Subvention à la ville de Val-de-Reuil dans le cadre du protocole de préfiguration ANRU

Sur rapport de Monsieur LEROY, le conseil communautaire attribue à l'**unanimité** une subvention de 8 000 € à la ville de Val-de-Reuil pour le financement de deux consultants dans le cadre de la finalisation du protocole de préfiguration ANRU.

16-381 - DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES – ENVIRONNEMENT – EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT – Vote du prix des services publics de l'eau potable et de l'assainissement

Sur rapport de Monsieur CHRISTOPHE, le conseil de communauté vote à l'**unanimité** les tarifs des services publics de l'eau potable, de l'assainissement collectif, de l'assainissement non collectif, de l'eau industrielle et d'accueil des sous-produits de l'assainissement, tels que détaillés ci-dessous.

Ces tarifs s'appliqueront à compter du 1^{er} janvier 2017.

Par ailleurs, le Conseil communautaire :

- autorise Monsieur le Président à signer les conventions d'admission des sous-produits de l'assainissement et des boues,
- autorise Monsieur le Président à signer les conventions de mandat avec les particuliers pour la création de branchement en domaine privé et la réhabilitation des assainissements non-collectifs,
- dit que la périodicité des contrôles de diagnostic des systèmes d'assainissement non collectif est fixée à 10 ans,
- dit que les prestations de contrôles en assainissement collectif et non-collectif seront facturées avec le taux de TVA en vigueur,

Le Conseil communautaire décide également :

- de facturer aux propriétaires, dans le cadre de la convention de mandat, l'étude à la parcelle ainsi que les travaux de création de branchement d'assainissement collectif en domaine privé ou de réhabilitation d'assainissement non-collectif. Le montant sera calculé en fonction du coût réel, déduction faite des subventions octroyées par l'Agence de l'Eau Seine-Normandie et le Conseil départemental de l'Eure,
- d'instaurer une taxe équivalente à la redevance assainissement dès la mise en service du réseau d'assainissement,
- de doubler la redevance assainissement en cas de non raccordement dans le délai de deux ans ou de non-conformité,
- de facturer aux propriétaires ayant eu une réhabilitation de leur assainissement non collectif une redevance de 90 € TTC par an (TVA à 10 % actuellement en vigueur), pour une durée de 10 ans avec une visite tous les 2 ans et la vidange de la fosse septique si nécessaire,
- de facturer aux usagers du service public d'assainissement, les créations de branchement d'assainissement en cas d'extension du réseau dans des zones urbanisées non desservies. Le montant de chaque branchement sera calculé en fonction du coût réel des travaux déduction faite des éventuelles subventions octroyées par l'Agence de l'Eau Seine Normandie, le Conseil départemental de l'Eure ou tout autre organisme, et sera plafonnée à 800 € TTC,
- d'appliquer, pour la fourniture d'eau industrielle, un tarif d'abonnement identique à celui du service de l'eau potable sur le territoire de la commune d'Heudebouville, en fonction du diamètre des compteurs installés.
- de consacrer 1 % des recettes des budgets de l'Eau et de l'Assainissement de l'Agglomération Seine-Eure à des actions de coopération décentralisée, conformément aux dispositions de la Loi Oudin - Santini.

EAU POTABLE :

Le service est exploité sous forme d'une délégation de service public sur l'ensemble du territoire.

La tarification du service public de l'eau potable, hors taxes et hors abonnement, proposée à compter du 1^{er} janvier 2017 pour l'ensemble des communes de l'Agglomération Seine-Eure est fixée par tranches progressives de consommation, afin de favoriser les petits consommateurs et inciter aux économies d'eau. Les tarifs d'abonnement, en fonction du diamètre des branchements, sont fixés dans les contrats de délégation de service public.

| | Tarifs 2017 |
|--|-----------------------------|
| Total parts variables (part fermière et surtaxe) Consommation de 0 à 50 m ³ | 1,2174 € HT/ m ³ |
| Total parts variables (part fermière et surtaxe) Consommation de 51 à 150 m ³ | 1,4371 € HT/ m ³ |
| Total parts variables (part fermière et surtaxe) Consommation supérieure à 150 m ³ | 1,6128 € HT/ m ³ |

ASSAINISSEMENT COLLECTIF :

Pour l'ensemble des communes desservies par un réseau d'assainissement collectif, la tarification du service public d'assainissement, hors taxes, proposée à compter du 1^{er} janvier 2017 est fixée à **1,4467 € HT par m³**. Le service public d'assainissement ne comporte pas d'abonnement.

Cette tarification ne concerne pas les zones traitées par des dispositifs d'assainissement non collectif.

Afin d'harmoniser les pratiques entre l'assainissement non collectif et l'assainissement collectif, et considérant qu'il est important de veiller au bon fonctionnement du réseau public d'assainissement, le contrôle de branchement lors des ventes a été rendu obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2014.

La proposition de tarification de ce service à compter du 1^{er} janvier 2017 est la suivante :

| Branchement Collectif | Tarifs 2017 |
|--|-------------|
| Contrôle de branchement lors d'une vente d'une maison individuelle ou d'un appartement | 75 € HT |
| Contrôle de branchement lors d'une vente d'un bâtiment Industriel, d'un immeuble collectif | 150 € HT |
| Contre visite | gratuite |

Les prestations de contrôles en assainissement collectif seront facturées au taux de TVA en vigueur (20 % au 1^{er} janvier 2017).

Par ailleurs, le 10^e programme de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie permet de bénéficier d'une subvention en domaine privé pour la création de branchement si le portage des travaux est assuré collectivement et notamment par une collectivité. L'Agglomération Seine-Eure a donc décidé de proposer aux propriétaires de pouvoir bénéficier de subventions pour les travaux en domaine privé pour la création du branchement. Une convention sera signée entre l'Agglomération et les propriétaires volontaires pour l'étude à la parcelle et le chiffrage des travaux. Dans un deuxième temps, un avenant

à la convention sera signé pour la réalisation des travaux. L'Agglomération facturera aux propriétaires, l'étude à la parcelle ainsi que les travaux, déduction faite des subventions de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie et du Conseil départemental de l'Eure.

Conformément aux dispositions du code de la santé publique, la collectivité souhaite inciter les usagers à se raccorder dès que possible sur tout nouveau réseau d'assainissement créé dans le cadre des travaux d'extension programmés au travers des zonages d'assainissement précités, étant entendu que le délai maximum pour le raccordement est fixé à 2 ans.

Pendant la période où les usagers sont desservis par un réseau d'assainissement collectif, mais que leur habitation n'est pas raccordée, ces derniers ne peuvent être assujettis à la redevance d'assainissement.

Toutefois, la collectivité a la possibilité d'instaurer pendant cette période, une taxe d'un montant équivalent à la redevance d'assainissement. Au-delà de la période de deux ans, le montant de la taxe des usagers non raccordés aux réseaux d'assainissement collectif pourra être doublé.

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF :

Pour les habitations équipées d'un système d'assainissement non collectif, la tarification du service public à compter du 1^{er} janvier 2017 est fixée à :

| Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) | Tarifs 2017 |
|---|--------------------|
| Contrôle de conception et d'implantation | 145,45 € HT |
| Contrôle de réalisation | gratuit |
| Contrôle de diagnostic périodique (tous les 10 ans) | 81,82 € HT |
| Contrôle de diagnostic lors d'une vente d'une maison individuelle | 81,82 € HT |
| Contrôle de diagnostic lors d'une vente d'un bâtiment Industriel ou d'un immeuble | 163,64 € HT |
| Contre visite | gratuite |

Afin d'avoir un meilleur suivi de la facturation et des travaux, le contrôle de réalisation sera gratuit.

Les prestations de contrôles en assainissement non-collectif seront facturées au taux de TVA en vigueur (10 % au 1^{er} janvier 2017).

Dans le cadre de la convention de financement de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie, pour les réhabilitations d'assainissement non collectif réalisées sur l'ancien territoire de la Communauté de communes Seine-Bord, l'Agglomération Seine Eure s'engage sur les points suivants :

- Vérification du bon fonctionnement de l'installation d'assainissement non collectif tous les 2 ans,
- Vidange de la fosse toutes eaux en fonction des mesures de boues.

Une redevance annuelle de 90 € T.T.C (taux de TVA de 10 % en vigueur au 1^{er} janvier 2017) est fixée pour l'entretien des réhabilitations déjà effectuées par la Communauté de communes Seine-Bord.

L'usager occupant le logement, au 1^{er} janvier de l'année, s'engage à s'acquitter de la redevance d'assainissement non collectif pour «service entretien» à réception de l'avis des sommes à payer correspondant.

Par ailleurs, afin de pouvoir faire bénéficier les propriétaires des subventions de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie dans le cadre des réhabilitations d'assainissement non-collectif, l'Agglomération Seine-Eure a décidé de porter des opérations groupées pour ces travaux. Une convention sera signée entre l'Agglomération et les propriétaires volontaires pour l'étude à la parcelle et le chiffrage des travaux. Dans un deuxième temps, un avenant à la convention sera signé pour la réalisation des travaux. L'Agglomération facturera aux propriétaires l'étude à la parcelle ainsi que les travaux, déduction faite des subventions de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie et du Conseil départemental de l'Eure.

SOUS-PRODUITS DE L'ASSAINISSEMENT :

La station du Pré aux Moines, située à Léry, peut accueillir des sous-produits de l'assainissement tels que matières de vidanges, graisses, sables, produits de curage, boues liquides et pâteuses, conformément au schéma départemental d'élimination des matières de vidanges et sous-produits de l'assainissement du Département de l'Eure.

À compter du 1^{er} janvier 2017, les tarifs pour l'accueil et le traitement de ces différents sous-produits se décomposent comme suit :

| Sous-produits de l'assainissement | Tarifs 2017 |
|--|------------------------------------|
| Matières de vidanges | 13,91 € HT / m ³ |
| Produits de curage et sables | 54,00 € HT / tonne |
| Graisses | 49,38 € HT / m ³ |
| Boues pâteuses | 56,75 € HT / tonne de produit brut |
| Boues liquides | 19,63 € HT / m ³ |

EAU INDUSTRIELLE

L'Agglomération Seine-Eure s'est engagée dans une démarche innovante sur le périmètre de la zone d'activités Ecoparc 2 avec la réutilisation des eaux traitées par la nouvelle station d'épuration pour des usages ne nécessitant pas une qualité d'eau potable (lavage, refroidissement, arrosage).

Il convient donc de fixer une tarification pour la fourniture de cette eau « industrielle », de telle sorte que les utilisateurs soient incités à réaliser des économies d'eau potable, et ainsi protéger la ressource.

Le prix de fourniture d'eau industrielle sur la zone Ecoparc 2 est fixé à **0,50 € HT / m³**. L'abonnement sera identique à celui du service de l'eau potable sur le territoire de la commune d'Heudebouville, en fonction du diamètre des compteurs installés.

En aparté au vote cette délibération, Monsieur FRAISSE a souhaité savoir :

- si l'agglomération est compétente en matière de phytoépuration et, dans l'affirmative, si elle peut financer les projets portés par des particuliers ;

- s'il est prévu de relancer les études en vue du retour en régie publique du service de l'eau potable.

Monsieur CHRISTOPHE a invité Monsieur FRAISSE à assister à la commission Eau et Assainissement « où ces questions sont abordées et discutées ».

16-382 - DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES – ENVIRONNEMENT – ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF – Réhabilitation d'installations d'assainissement non-collectif en domaine privé – Travaux pour compte de tiers – Inscription – Autorisation

Sur rapport de Monsieur DELAFOSSE et à l'unanimité, le conseil de communauté :

- inscrit sur le budget assainissement non-collectif 2017 les dépenses à l'opération 4581001 – *travaux pour compte de tiers*, les crédits nécessaires à la réhabilitation d'installations d'assainissement non-collectif pour un montant de 100 000 €,
- inscrit sur le budget assainissement non-collectif 2017 les recettes à l'opération 4582001 – *travaux pour compte de tiers*, les crédits nécessaires à la réhabilitation d'installations d'assainissement non-collectif pour un montant de 100 000 €.

16-383 - DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES – ENVIRONNEMENT – ASSAINISSEMENT – Travaux d'assainissement collectif pour création et mise en conformité de branchements en domaine privé – Travaux pour compte de tiers – Inscription – Autorisation

Sur rapport de Monsieur DELAFOSSE et à l'unanimité, le conseil de communauté :

- inscrit sur le budget annexe de l'assainissement les dépenses à l'opération 4581800004 – *travaux pour compte de tiers*, les crédits nécessaires à la réalisation des travaux de branchement en domaine privé détaillés ci-dessous,
- inscrit sur le budget annexe de l'assainissement les recettes à l'opération 4582800004 – *travaux pour compte de tiers*, les crédits nécessaires à la réalisation des travaux de branchement en domaine privé détaillés ci-dessous.
- Opération de Poses :

| | Dépenses | Recettes |
|--|---------------------|---------------------|
| Agglomération Seine-Eure (travaux, maîtrise d'œuvre, annonces) | 906 640,76 € | |
| Agence de l'Eau | | 746 000,00 € |
| AURRAP | | 6 271,30 € |
| Particuliers | | 154 369,46 € |
| Total | 906 640,76 € | 906 640,76 € |

- Opérations de Saint Pierre du Vauvray, Saint Etienne du Vauvray, Andé et Pont de l'arche :

| | Dépenses | Recettes |
|---|-----------------------|-----------------------|
| Agglomération Seine-Eure (travaux, maîtrise d'œuvre, annonces) | 1 728 175,94 € | |
| Agence de l'Eau | | 936 000,00 € |
| Particuliers | | 792 175,94 € |
| Total | 1 728 175,94 € | 1 728 175,94 € |

2 opérations sont programmées en 2017 :

- Opération de Montaure :

| | Dépenses | Recettes |
|---|--------------------|--------------------|
| Agglomération Seine-Eure (travaux, maîtrise d'œuvre, annonces) | 1 600 000 € | |
| Agence de l'Eau | | 900 000 € |
| Particuliers | | 700 000 € |
| Total | 1 600 000 € | 1 600 000 € |

- Opération de mise en conformité de branchements sur l'agglomération :

| | Dépenses | Recettes |
|---|------------------|------------------|
| Agglomération Seine-Eure (travaux, maîtrise d'œuvre, annonces) | 500 000 € | |
| Agence de l'Eau | | 300 000 € |
| Particuliers | | 200 000 € |
| Total | 500 000 € | 500 000 € |

16-384 - DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES – ENVIRONNEMENT – ASSAINISSEMENT – Démolition des ouvrages de la station d'épuration de La Haye Malherbe – Autorisation

Sur rapport de Monsieur DELAFOSSE, le conseil de communauté autorise à l'unanimité Monsieur le Président, ou son représentant, à déposer un permis de démolir des ouvrages de la station d'épuration de La Haye Malherbe ainsi qu'à procéder ou à faire procéder aux études, relevés, sondages et toutes interventions nécessaires à l'obtention du permis de démolir, puis à la réalisation des travaux de démolition et de remise en état du terrain sur la parcelle concernée.

16-385 - COMMANDE PUBLIQUE – DELEGATIONS DE SERVICES PUBLICS – EAU POTABLE – Délégation de service public relative à la distribution d'eau potable sur la commune d'Amfreville sous les Monts Avenant n°10 – Autorisation

Sur rapport de Monsieur DELAFOSSE, le conseil de communauté accepte à l'unanimité la passation de l'avenant n°10 et autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer l'avenant à intervenir avec la société VEOLIA-EAU sise 163-169 avenue Georges Clémenceau, 92 000 Nanterre, ainsi que tout document relatif à cet avenant.

16-386 - DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES – ENVIRONNEMENT – MILIEUX NATURELS – Animation des sites Natura 2000 – Convention partenariale pour la mise en œuvre du Projet agro-environnemental climatique « Vallée de l'Eure et Vallée de l'Iton » – Autorisation

Sur rapport de Monsieur DAGOMET et à l'unanimité, le conseil de communauté :

- se prononce à l'unanimité en faveur de la convention partenariale pour la mise en œuvre du Projet agro-environnemental climatique « Vallée de l'Eure et Vallée de l'Iton »,
- autorise Monsieur le Président à signer la convention partenariale pour la mise en œuvre du Projet agro-environnemental climatique « Vallée de l'Eure et Vallée de l'Iton », ainsi que tout document nécessaire à l'aboutissement de ce dossier.

16-387 - DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEME – ENVIRONNEMENT – MILIEUX NATURELS – Sites Natura 2000 « Vallée de la Seine » et « La Vallée de l'Iton au lieu dit Le Hom » – Animation des sites – Autorisation

Sur rapport de Monsieur DAGOMET, le conseil de communauté décide à l'unanimité de poser de nouveau la candidature de l'Agglomération Seine Eure à l'animation des sites Natura 2000 de la vallée de Seine amont et de la Vallée de l'Iton au lieu-dit Le Hom, à compter du 1^{er} janvier 2017.

Le budget nécessaire à la mise en œuvre de cette opération s'élève à 60 000 € ; le plan de financement étant le suivant :

| DEPENSES | | RECETTES | |
|----------|----------|--------------|----------|
| Agglo | 60 000 € | MEEM / DREAL | 30 000 € |
| | | FEADER | 30 000 € |

Rebondissant sur le vote de cette délibération, Monsieur PRIOLLAUD a précisé:

« Cette délibération mentionne le recours aux fonds FEADER. C'est important puisque ce ne sont pas moins de 410 M€ qui seront alloués à la Normandie jusqu'à l'horizon 2020. Nous avons voté une délibération en ce sens cet après-midi, au Conseil régional. Ce n'est pas connu, mais c'est du financement européen et il était important de le dire » souligne-t-il.

Propos qui agacent Monsieur VASSARD ; ce dernier déclarant que « la France donne à l'Europe plus qu'elle reçoit » !

16-388 - DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES – ENVIRONNEMENT – MILIEUX NATURELS – Compétence GEMAPI – Convention de partenariat avec la Communauté de communes Eure Madrie Seine – Autorisation

Sur rapport de Monsieur DAGOMET, le conseil de communauté décide à l'unanimité d'élargir le périmètre de l'étude au territoire de la Communauté de Communes Eure Madrie Seine et autorise Monsieur le Président à signer la convention de partenariat avec la Communauté de Communes Eure Madrie Seine.

16-389 - DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES – ENVIRONNEMENT – MILIEUX NATURELS – Travaux d'entretien et de restauration de berges en domaine privé – Travaux pour compte de tiers – Autorisation

Sur rapport de Monsieur DAGOMET et à l'unanimité, le conseil de communauté :

- inscrit au budget principal 2017, les dépenses de l'opération 458183304 - *Gestion des berges en domaine privé – Travaux pour compte de tiers*, les crédits nécessaires à la réalisation des travaux pour un montant de 280 000 €,
- inscrit au budget principal 2017, les recettes de l'opération 458283304 - *Gestion des berges en domaine privé – Travaux pour compte de tiers*, les crédits nécessaires à la réalisation des travaux pour un montant de 280 000 €,
- autorise Monsieur le Président à signer les conventions à intervenir avec les particuliers, ainsi que tous documents afférents à ces dossiers.

16-390 - DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES – ENVIRONNEMENT – PROPRIETE PUBLIQUE – Déchèteries de Louviers et Alizay – Demandes de subventions – Autorisation

Sur rapport de Monsieur CARRÉ et à l'unanimité, le conseil communautaire autorise Monsieur le Président :

- à solliciter des subventions aux meilleurs taux auprès de l'ADEME, du Conseil départemental de l'Eure, du Conseil régional de Normandie, de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie, ainsi que tout autre financeur potentiel,
- à signer tous les documents nécessaires à l'aboutissement de ces dossiers de financement, pour les déchèteries de Louviers et Alizay,
- à signer tout document afférent aux projets des déchèteries de Louviers et Alizay, et notamment auprès des différents concessionnaires,

- à signer et déposer les dossiers de permis de démolir et de construire relatifs aux projets des déchèteries de Louviers et Alizay, ainsi que tous les documents nécessaires à l'instruction de ces dossiers au titre du droit des sols.

16-391 - COMMANDE PUBLIQUE – MARCHES PUBLICS – PROPRIÉTÉ PUBLIQUE – Fourniture, livraison et pose de conteneurs enterrés pour la collecte des déchets ménagers résiduels et recyclables de la Communauté d'Agglomération Seine-Eure – Appel d'offres ouvert – Accord cadre à bons de commande – Attribution – Autorisation

Sur rapport de Monsieur CARRE, le conseil communautaire prend acte à l'unanimité de l'attribution de l'accord-cadre et autorise Monsieur le Président, ou son représentant, à signer l'accord-cadre correspondant avec l'entreprise PLASTIC OMNIUM, sise 19 Boulevard Jules Carteret – BP 7020 – 69342 Lyon Cedex 07, ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse.

16-392 - DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES – AMENAGEMENT DU TERRITOIRE – TOURISME – Syndicat mixte de la base de plein air et de loisirs de Léry-Poses – Retrait du Département de Seine-Maritime

Sur rapport de Monsieur LEROY et à l'unanimité, le conseil communautaire donne son accord sur le retrait du Département de Seine-Maritime du Syndicat mixte de la base de plein air et de loisirs de Léry-Poses.

16-393 - FINANCES LOCALES – VOIRIE – FONDS DE CONCOURS – Attribution d'un fonds de concours au titre des amendes de police à la commune de Martot – Convention – Autorisation

Sur rapport de Monsieur BIDAULT, le conseil de communauté attribue à l'unanimité un fonds de concours au titre des amendes de police au bénéfice de la commune de Martot, pour un montant de 542,50 € HT, représentant 50 % du montant des travaux prévus.

16-394 - FINANCES LOCALES – FONDS DE CONCOURS – VOIRIE – Attribution d'un fonds de concours au titre des amendes de police à la commune de Louviers – Convention – Autorisation

Sur rapport de Monsieur BIDAULT, le conseil de communauté attribue à l'unanimité un fonds de concours au titre des amendes de police au bénéfice de la commune de Louviers, pour un montant de 14 548,93 € HT, représentant 50 % du montant des travaux prévus.

16-395 - DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES – VOIRIE – Aménagement de trois sentes sur la commune de Criquebeuf sur Seine – Convention financière – Autorisation

Sur rapport de Monsieur BIDAULT et à l'unanimité, le conseil de communauté :

- accepte l'aménagement de trois sentes sur la commune de Criquebeuf sur Seine,
- autorise Monsieur le Président à signer la convention et tout document relatif à la réalisation de cette opération ainsi que les avenants éventuels en moins-value, dépourvus d'incidence financière, ou générant une plus-value inférieure à 5 % du montant initial, dans le respect de l'estimation prévisionnelle,
- autorise Monsieur le Président à solliciter la participation financière de la commune de Criquebeuf sur Seine, représentant 32,5 % du montant des travaux et estimée à 6 500 € HT.

16-396 - COMMANDE PUBLIQUE – MARCHES PUBLICS – VOIRIE – Commune des Damps – Aménagement de l'avenue de la forêt de Bord – Procédure adaptée – Attribution – Autorisation

Sur rapport de Monsieur BIDAULT, le conseil de communauté prend acte à l'unanimité de l'attribution du marché et autorise Monsieur le Président, ou son représentant, à signer le marché correspondant avec l'entreprise ASTEN, sise 27 boulevard industriel, CS 20065, 76302 Sotteville les Rouen Cedex. Son offre se décompose comme suit :

| | Montant € HT | Montant € TTC |
|--------------------------|-------------------|-------------------|
| Tranche ferme | 285 915,71 | 343 098,85 |
| Tranche optionnelle n° 1 | 246 813,32 | 296 175,98 |
| Tranche optionnelle n° 2 | 249 902,86 | 299 883,43 |
| Total | 782 631,89 | 939 158,26 |

Monsieur FRAISSE a profité du vote de cette délibération pour souligner que les associations des usagers du vélo réitèrent leur proposition de travailler avec l'Agglomération Seine-Eure sur les aménagements de voirie.

16-397 - FINANCES LOCALES – DIVERS – RESSOURCES HUMAINES – Etat des frais de personnels remboursés au budget principal

Sur rapport de Monsieur LEROY et à l'**unanimité**, le conseil communautaire décide, à compter du 1^{er} janvier 2017, de répartir les remboursements des frais de personnel et/ou charges de structures des budgets annexes vers le principal selon le détail suivant :

① Budget assainissement collectif :

- 19% d'un poste d'Adjoint Administratif de 1^{ère} Classe,
- 10% d'un poste d'Ingénieur principal,
- 30% d'un poste de Technicien principal de 1^{ère} Classe,
- 90% d'un poste de Technicien principal de 2^{ème} Classe,
- 60% d'un poste de Technicien principal de 2^{ème} classe,
- 60% de deux postes de Technicien,
- 65% d'un poste d'Agent de maîtrise,
- 60% d'un poste d'Agent de maîtrise,
- 80% d'un poste d'Agent de maîtrise,
- 80% d'un poste d'Adjoint technique de 2^{ème} Classe.

② Budget eau potable :

- 60% d'un poste d'Adjoint Administratif de 1^{ère} Classe,
- 45% d'un poste d'Ingénieur principal,
- 100% d'un poste d'Ingénieur,
- 90% d'un poste de Technicien principal de 1^{ère} Classe,
- 60% d'un poste de Technicien principal de 1^{ère} Classe,
- 33% d'un poste de Technicien principal de 1^{ère} Classe,
- 30% d'un poste de Technicien principal de 2^{ème} Classe,
- 10% d'un poste de Technicien,
- 20% d'un poste de Technicien,
- 90% d'un poste d'Agent de maîtrise,
- 20% de deux postes d'Agent de maîtrise.

③ Budget SPANC :

- 10% d'un poste de Technicien Principal de 2^{ème} classe,
- 20% d'un poste de Technicien,
- 20% d'un poste de Technicien,
- 15% d'un poste d'Agent de maîtrise,
- 20% d'un poste d'Agent de maîtrise,
- 6% d'un poste d'Adjoint Technique de 2^{ème} classe,
- 100% d'un poste d'emploi aidé en CAE-CUI.

④ Budget Transport :

- 100% d'un poste d'ingénieur,
- 100% d'un poste de Rédacteur Principal de 1^{ère} Classe,
- 100% d'un poste de Technicien Principal de 2^{ème} Classe,
- 30% d'un poste d'adjoint administratif de 2^{ème} Classe.

⑤ Budget Maintien à Domicile

- les frais liés aux divers fluides (eau, électricité, gaz),
- les frais de téléphonie,
- les frais d'affranchissement.

Le Conseil communautaire dit également que les sommes correspondantes seront versées des budgets annexes vers le budget principal selon les modalités comptables suivantes :

En dépenses sur les budgets annexes :

| Assainissement collectif | Eau Potable | SPANC | Transports | CIAS |
|---|---|---|---|--|
| Mode de financement : HAP Imputation : Chapitre 011/6215 | Mode de financement : HAP Imputation : Chapitre 011/6215 | Mode de financement : HAP Imputation : Chapitre 011/6215 | Mode de financement : HAP Imputation : Chapitre 011/6215 | Mode de financement : HAP Imputation : Groupe II article 6215 |

En recettes sur le budget principal :

Mode de financement : HAP

Imputation : Chapitre 013/6419

Service Gestionnaire : DRH

Service Utilisateur : Assainissement Collectif / Eau potable / SPANC/ Transports/CIAS

16-398 - FINANCES – DIVERS – RESSOURCES HUMAINES – Convention de mutualisation de la direction de l'informatique entre l'Agglomération Seine-Eure et la commune de Louviers – Refacturation des achats – Avenant 1 – Autorisation

Sur rapport de Monsieur LEROY, le conseil de communauté accepte à l'unanimité la signature de l'avenant n°1 à la convention de mutualisation avec la commune de Louviers.

Questions diverses :

Monsieur LEROY rappelle quelques échéances importantes :

- Les vœux seront formulés le 10 janvier, dans la salle des fêtes des Damps ;
- la réunion sur le PADD2 est reportée au 11 janvier 2017, à 9 heures ;
- Réunion avec *Eure Numérique* le 19 janvier, à 14 h 30, pour faire le point ;
- Le Bureau communautaire se déroulera le 19 janvier à 20 h 30;
- La Conférence des maires se réunira le 26 janvier, à 20 h 30 ;
- Le Conseil communautaire est décalé au 2 février, à 20 h 30.

L'ordre du jour étant épuisé, aucune remarque ni question formulée, la séance est levée à 23 h 00.

Le Président
Par déléguation
Le Directeur Général
Philippe LE GAL



